

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENREDI 25 JUIL
N° 218 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Le Tour de France
est parti.

Maertens
maillot jaune
voir p.10

7^e PLAN

Une seule certitude : le blocage des salaires

Le Plan, succédant à la loi sur l'imposition des plus-values vient en discussion au Parlement, mais il est loin de susciter autant de passion, et de drainer la même assistance.

Les premiers plans, s'ils ne fixaient pas d'objectifs très précis, énonçaient malgré tout un minimum d'options et d'axes de développement. Avec le VII^e Plan, l'imprécision règne, le gouvernement est passé au pilotage à vue, l'incertitude qui pèse sur l'avenir paralyse les planificateurs.

Pour faire un plan en système capitaliste, il faut avoir la certitude que ceux qui en porteront la charge, les travailleurs, resteront relativement dociles. Or rien n'est moins sûr, et de plus, la même incertitude pèse sur la situation internationale. Certains des rapporteurs tels Papon (UDR) le regrettaient «ce septième rendez-vous quinquennal diffère des précédents dans la mesure où il intervient après la crise des années 1974-1975, dont l'influence sera durable».

suite p.3

- Bourgogne-Electronique : le passage aux Prud'hommes se prépare p. 4
- AGP : faire échec à la répression p. 5
- Liban : les forces patriotiques repoussent l'offensive réactionnaire p. 7
- Le P«C»F et le Front populaire contre les colonies p. 12

Campagne pour la sécurité des Français

8 BALLE PERDUES POUR L'EMPLOYE INNOCENT

«Légitime défense»
déclare le syndicat de la police

Il reste bien des questions à éclaircir après la mort de l'employé de banque de Fontenay-sous-Bois, tué par deux inspecteurs qui avaient sonné chez lui par erreur, alors qu'ils recherchaient un suspect impliqué dans l'enlèvement de Thodoroff.

Par exemple : comment se sont présentés les inspecteurs lorsqu'ils ont sonné chez la victime ? Ont-ils présenté leur carte ou leur plaque ? Avaient-ils déjà l'arme au poing ? En tout cas, l'amie de la victime, Mlle Debarre, a crié en les voyant ; et une voisine, en voyant la scène, a cru qu'il s'agissait de voyous et a appelé... la police ! La victime, M. Bapedou, a-t-elle vraiment braqué son arme vers les policiers ? Enfin, comment se fait-il que la nouvelle ait été connue avec près de 24 H de retard ? La police attendait-elle de se mettre d'accord sur la version des événements à rendre publique ?

Il ne faut pas trop compter sur Poniatowski pour avoir une réponse à ces questions. Quoiqu'il en soit, même avec toutes les justifications avancées par leurs supérieurs, ce meurtre perpétré par les inspecteurs est révoltant.

suite p.3

Giscard en Angleterre Soutien honteux à l'Afrique du Sud

Au cours d'une conférence de presse tenue en Angleterre, Giscard d'Estaing a déclaré : «Il n'y a pas eu de matériel militaire français terrestre et aérien livré dans la dernière période. Il n'y a eu que des livraisons de matériel naval, qui ne peut servir à des combats à l'intérieur de l'Afrique du Sud, ni même à des combats sur ses frontières.

Il n'y aura plus aucun contrat de vente d'armes à l'Afrique du Sud». C'est une déclaration des plus infâmes : qui a livré à l'Afrique du Sud les moyens de s'équiper en armes nucléaires ? Giscard. Qui a aidé l'Afrique du Sud à produire elle-même ses chars AMX et tous les équipements, même des avions «Mirage» ? Le gouvernement français. Giscard dit qu'il ne livre plus d'armes quand il n'y en a plus besoin. Par contre, il livre les armes que l'Afrique du Sud ne peut produire encore.

Quand le PCF appelle les flics pour expulser des retraités



voir p.6

A côté des flics, des militants du PCF : «circulez, c'est un déménagement» !

AFRIQUE DU SUD

Une nouvelle étape dans la lutte

voir p.8

ESPAGNE

Des ministres de Juan Carlos rencontrent des représentants du P.«C».E

voir p.7

MOZAMBIQUE

Il y a un an l'indépendance

Un pays mobilisé par l'édification nationale



voir p.9

VIETNAM

Tenue de l'Assemblée Nationale Populaire

L'assemblée Populaire Nationale du Vietnam, élue au cours des élections tenues récemment dans tout le Vietnam, s'est réunie à Hanoï pour la première fois. C'est le symbole de la réunification du pays.

LE 2 CONGRES DU P.C.R.m-l

INTERVIEW DU SECRETARIAT POLITIQUE

D'IMPORTANTS ACQUIS POLITIQUES ET DANS LA LIAISON AVEC LES MASSES

— QdP : Quel bilan peut-on faire des acquis du PCRml, sur le plan politique et sur celui de sa liaison avec les masses, depuis son premier congrès ?

— Réponse : La comparaison des programmes adoptés à nos deux congrès montre un enrichissement important de la ligne du Parti.

Sur le plan international, le programme énonce les changements intervenus depuis deux ans, soulignant qu'en cette période de grands bouleversements, les dangers de guerre croissent en même temps que les facteurs de révolution. Concernant la situation intérieure, notre Parti a défini la situation en France comme celle d'une crise politique. De nombreux apports, notamment des cellules d'entreprises, ont permis de concentrer dans ce programme les aspirations des masses à mettre fin au système de domination bourgeois. Concernant le révisionnisme, nous avons signalé la différence entre son projet politique et celui des réformistes, le P«C»F visant à instaurer un capitalisme d'Etat.

— Réponse : La liaison du Parti avec les masses est apparue avec la multiplication de nos cellules d'entreprise, avec le développement de leurs capacités d'initiative. Si on recense honnêtement les mouvements depuis une année, un grand nombre de nos cellules y ont été impliquées, soit qu'el-

les les dirigent, soit qu'elles y contribuent activement.

D'autre part, la publication du Quotidien du Peuple est un indice de sa liaison étroite avec les éléments les plus avancés, les plus combattifs de la classe ouvrière : ce sont des milliers de lecteurs ouvriers qui l'enrichissent, et tendent à lui donner la forme qui correspond le mieux à leurs aspirations et à leurs besoins.

On connaît le développement d'une puissante opposition syndicale révolutionnaire dans les confédérations CGT et CFDT, qui s'est manifestée particulièrement lors du

Le deuxième Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste, qui a désigné un Comité Central composé en majorité d'ouvriers, conformément aux statuts qu'il a adoptés, a aussi élu à l'unanimité le secrétariat politique, composé des camarades Marc André, Charles Villac, et Max Cluzot, secrétaire général.

Pour conclure ces pages de présentation du Congrès du Parti, le Quotidien du Peuple a rencontré les camarades du secrétariat politique, qui lui ont accordé cette interview.

tant s'effectue pour partie en direction de quartiers, où le poids de la petite bourgeoisie est important.

Il existe là les bases d'une ligne défaitiste, de capitulation et de relativisme. Certaines de ses manifestations sont apparues à ce congrès ; elles ont été combattues et éclaircies, et une unité de qualité supérieure a pu se réaliser dans toutes les décisions adoptées.

— Réponse : Le mouvement de rectification mené depuis un an, a porté, notamment, sur l'application du centralisme démocratique et de la ligne de masse.

En soulignant l'enjeu politique, de classe, de la lutte entre les deux voies dans le Parti, le débat du Congrès a permis de faire franchir un nouveau pas au mouvement de rectification.



Le matin du 21 mars, des délégations de fédérations du Parti manifestaient dans les rues de Paris. L'après-midi, plusieurs milliers de personnes étaient rassemblées à la Mutualité.

Le matin du 21 mars, des délégations de fédérations du Parti manifestaient dans les rues de Paris. L'après-midi, plusieurs milliers de personnes étaient rassemblées à la Mutualité.

UNE VICTOIRE DE LA VOIE PROLETARIENNE

— QdP : Dans ses statuts et son programme, le PCRml indique que le moteur de son édification est la lutte entre les deux voies dans ses rangs. En quels termes se pose cette question au lendemain du deuxième Congrès ?

— Réponse : Voici un an, elle s'était manifestée à propos de l'appréciation que faisait notre Parti de la situation politique : alors que nous affirmions à juste titre que la bourgeoisie était engagée dans une crise politique grave, des doutes subsistaient.

Ces hésitations se manifestaient dans l'attitude de notre Parti dans les luttes. La présence au Congrès de nombreuses cellules d'entreprises qui ont, depuis, fait leurs preuves dans les luttes, montre les premiers succès remportés

dans le mouvement de rectification.

— Réponse : L'année dernière avait été une période difficile pour le prolétariat, qui a subi tout le poids de la politique de crise. Cette année, au contraire, marqué un renouveau dans son organisation et sa combativité.

Cependant, cette avancée restant embryonnaire, la petite bourgeoisie ne parvient pas à la percevoir. D'où un désarroi très net, qui se manifeste dans les organisations dont elle est la base sociale. Dans notre Parti, bien que nous étendions notre base prolétarienne (comme l'a montré l'élection d'un Comité Central avec une nette majorité d'ouvriers), de nombreux intellectuels révolutionnaires sont présents. Notre travail mili-

POUR UN FRONT DE LUTTE CONTRE LA CRISE

— QdP : A l'occasion de son deuxième congrès, le PCRml a ouvert la perspective d'un front de lutte contre la crise. Pouvez-vous fournir des précisions à ce sujet ?

— Réponse : Depuis plusieurs mois, une certaine offensive de la classe ouvrière se développe. Et la prise de conscience de la nécessité d'un mouvement d'ensemble se manifeste à travers des initiatives de coordination des luttes. En même temps, d'un commun accord, révisionnistes et réformistes entendent différer, en attendant les échéances électorales de 78, toute possibilité de lutte d'envergure.

C'est ce qui fonde notre proposition de rassembler aujourd'hui, progressive-

ment, les forces qui sont confrontées à la politique de crise et de répression de la bourgeoisie et qui ne veulent ni ne peuvent attendre ces échéances.

VERS L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES

— QdP : Voici un an, le PCRml lançait la proposition d'un débat pour l'unité entre les différentes forces qui se réclament du marxisme-léninisme. Peut-on, à l'occasion de ce congrès, en faire le bilan ?

— Réponse : Le Congrès a pris très au sérieux cette question, puisqu'il a ajouté aux statuts du Parti, un article, qui prend les dispositions en vue de réaliser une fusion. Cependant, nous n'en sommes pas là.

Aujourd'hui, ce chemin montre une bifurcation : vers l'Humanité Rouge, et vers l'OC-GOP.

Avec nos camarades de l'Humanité Rouge, apparemment, plus de bases communes existaient ; et, en même temps, un passif plus lourd. Mais, au-delà des premières discussions, nous devons indiquer clairement que nous sommes inquiets, car le débat politique stagne. De ce fait, nous ne savons toujours pas précisément quelle est la ligne de l'Humanité Rouge.

De plus, certaines pratiques indécrites et un relâchement du désir d'unité, pourtant exprimé haut et fort pendant toute une période, font que nos liens se sont distendus. Nous déplorons d'ailleurs

l'absence à notre Congrès des camarades de l'Humanité Rouge, invités, qui n'ont jusqu'ici fourni aucune explication. Sans progrès spectaculaire de l'approfondissement politique, nous craignons fort que nos relations avec cette organisation ne stagnent et, stagnant, ne s'enveniment, comme nous le laissent craindre une série d'articles et de procès d'intention parus dans les colonnes de son journal quotidien.

S'agissant des camarades de l'OC-GOP, nos discussions ont été plus riches, plus régulières, plus approfondies, et de bonnes bases d'unité existent avec cette organisation. Toutefois, elle est engagée dans un processus d'unification avec Révolution !, qui menace d'aboutir à l'automne prochain, et qui relativise d'autant les progrès effectués lors du débat politique avec la seule organisation OC-GOP.

Mais l'unité des marxistes-léninistes, qui connaît actuellement des difficultés passagères, qu'il ne faut pas exagérer, devra être confrontée au problème de la construction du front de lutte contre la crise. C'est dans ce cadre que pourront se soulever de très graves divergences, ou se résoudre les obstacles que nous rencontrons aujourd'hui.

— QdP : Pouvez-vous tirer la conclusion de ce Congrès ?

— Réponse : Le deuxième Congrès de notre Parti a marqué ses progrès, tant sur le plan politique que sur celui de la liaison avec les masses et de l'organisation. Congrès de lutte, il a été un congrès de victoire de

la voie prolétarienne. Le Comité Central qui en est issu, l'ensemble des organisations et des militants du Parti, s'appuieront sur l'élan qu'il a donné pour prendre fermement en mains l'application de ses décisions, pour faire faire de nouveaux pas en avant à notre classe ouvrière et à notre peuple en direction de la Révolution Proletarienne, du socialisme.

DEMANDE DE CONTACT avec le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Nom
Profession
Adresse

Envoyez à Front Rouge
BP 161
75 864 Paris Cédex 18

Campagne pour la sécurité des Français

8 BALLES PERDUES POUR L'EMPLOYÉ INNOCENT

Suite de la une

Le jour même, Poniatowski faisait de nouvelles déclarations sur le thème « n'oubliez pas votre sécurité », « n'ouvrez pas la porte à n'importe qui », « barricadez-vous chez vous » !

Deux inspecteurs de police vident à bout portant leur chargeur contre un innocent. Et que trouvent à dire la police et la presse qui lui est dévouée ? « Malheureux concours de circonstances », « fatale méprise », « légitime défense », « bavure »... quand elle ne met pas en cause la fatalité ou même la victime : « Il aimait trop les armes... »

Peut-on admettre l'argument du « malheureux concours de circonstances » ? Ce sont de tels « concours de circonstances » qui ont entraîné la mort de leur collègue Jacques Pottier, abattu de sept balles par la brigade anti-gang, le 23 juillet 75 à Charenton ; puis la mort d'un représentant de commerce, rue du Château des Rentiers, à Paris, qui avait été confondu avec un malfaiteur par les trois policiers qui l'ont abattu. Concours de circonstances aussi sans doute, que les consommateurs du « Thélème » blessés, que l'employé RATP grièvement blessé parce que sa voiture était mal garée...

« Légitime défense ? » Quel manque de sang-froid chez ces « supermen » ! Est-il vraiment nécessaire de tirer huit balles gros calibre, presque à bout portant, parce que la victime aurait dirigé vers eux (ce qui reste à prouver) une arme de collection ? C'est la même « légitime défense » qu'avait invoquée Marquet, le policier qui a assassiné Mohamed Diab d'une rafale de mitraillette en plein commissariat de Versailles.

« Fatale méprise », dit-on encore. Est-ce à dire que si la victime avait été le suspect recherché, il aurait été considéré comme « normal » de vider sur lui son chargeur avant qu'il ait le temps d'ouvrir la bouche ?

« Pas de faute professionnelle », dit le syndicat des policiers en civil. Si c'est vrai, ce n'en est que plus inquiétant ! Une procédure menée tout-à-fait régulièrement peut donc

l'Intérieur, un nouveau pas est franchi : des instructions sont données aux policiers pour qu'ils se servent de leurs armes, et ils sont entraînés au « tir instinctif ». Nguyen Van Loc, chef de la brigade anti-gang de Marseille est décoré pour avoir abattu d'une balle explosive dans la tête un petit truand en décembre 1975.

Pourquoi cette politique systématique de se servir de ses armes ? Dans l'immédiat, il s'agit d'intimi-

der les masses populaires. Et plus tard, de les réprimer par la force. Si les policiers se comportent en cow-boys, en machines à tuer, c'est parce qu'ils sont des mercenaires de la bourgeoisie.

L'usage des armes comme les discours sur la « sécurité des Français » : ce sont deux visages d'une même politique de restriction des libertés démocratiques des travailleurs.

Paul GAUVIN



aboutir à la mort d'un innocent.

Alors, peut-on parler encore une fois de « bavure » ?

Non. Car quel est le rôle de la police ? Est-ce, comme on nous le dit, d'arrêter des malfaiteurs, d'assurer la sécurité des citoyens ? Non, c'est d'assurer « l'ordre », l'ordre de la bourgeoisie : les policiers sont payés et entraînés pour ça, ce sont des mercenaires. La brigade anti-gang est intervenue contre les mineurs de Faulquemont, contre les Corses...

Avec l'arrivée de Poniatowski au ministère de

CHIRAC EN POSITION DE FAIBLESSE

Mercredi soir, sur Antenne II, face à quatre journalistes, Chirac a tenté de montrer qu'il avait toujours les rênes bien en main. Il s'est donc employé à minimiser les contradictions internes de sa majorité, et à donner l'impression qu'il demeurerait le chef d'un gouvernement capable de résoudre les problèmes qui se posent actuellement, que ce soit l'inflation ou la sécheresse.

Le moins qu'on puisse

dire, c'est qu'il n'a pas convaincu, même les journaux bourgeois le relèvent. A propos de la coalition gouvernementale, le coordonnateur n'est pas très sûr de lui : « La situation pourrait être bien meilleure encore... » Interrogé sur l'inflation, il annonce avec précaution qu'« à moins d'événement imprévisible, l'inflation en 1976 sera sensiblement inférieure à 10 % ». Mais il ne semble pas convaincu de ce qu'il avance. Quelle politique

adopter pour freiner l'inflation ? Le blocage des salaires serait pour Chirac la meilleure, mais sachant qu'il se heurterait à une puissante riposte, il préfère opter pour des méthodes plus détournées : l'appel à la concurrence étrangère qui, en obligeant les chefs d'entreprise à bloquer leurs prix de vente, les amènera en conséquence à bloquer les salaires de leurs ouvriers. Sécheresse ? Il faut éviter l'insouciance et l'affolement, les mesures nécessaires seront prises.

A propos des chômeurs, Chirac réitère pour la troisième fois ses propos : il faut faire la chasse aux abus et donc renforcer les contrôles.

En ce qui concerne la politique extérieure et la politique de défense nationale, Chirac nie d'abord les déclarations de Méry. Lorsque Boissonat lui parle des livraisons d'ar-

tre particulier du VII^e Plan qui ne sera pas discuté au Parlement : le plan pluri-annuel de la police.

L'imprécision des objectifs du VII^e Plan marque presque tous ses grands axes. Pour l'emploi, bien que l'optimisme soit de mise au gouvernement, la commission chargée de cette question prévoyait un maintien du nombre de chômeurs actuels si ce n'est une aggravation. En ce qui concerne les chances du redéploiement industriel, la commission de la production et des échanges déclare sans ambages « Le redressement de la situation suppose une politique active de redéploiement qui n'est pas contenue dans le Plan ».

On pourrait donner d'autres citations de cette eau traduisant l'indécision des planificateurs.

Pour pallier à ce défaut surprenant pour un plan, une liste d'objectifs prioritaires chiffrés ont été rajoutés en toute hâte. Ils concernent le téléphone (93 milliards du budget 75 sur les 200 milliards attribués pour l'ensemble des objectifs, par contre 1 milliard pour la nouvelle politique familiale). Mais ces quelques précisions, que pour la plupart on connaissait déjà, ne changent rien à l'ensemble qui reste imprécis sur les principales questions, hormis la pression sur les salaires.

mes à l'Afrique du Sud, il ne trouve à répondre que ces livraisons se terminent et que les hélicoptères livrés n'étaient pas équipés.

Sur la politique européenne, Chirac apporte quelques précisions. Les sociétés libérales européennes sont fragiles, seule l'union peut leur permettre de préserver leur existence, il n'est pas certain que seule la France pourrait y arriver. Autrement dit, l'unité européenne est le seul moyen de préserver le capitalisme et d'empêcher la classe ouvrière de prendre le pouvoir. Si nécessaire, les bourgeoisies des différents pays européens s'épauleront pour faire régner l'ordre.

Une raison de plus de s'opposer à cette construction européenne, mais aussi la confirmation de la faiblesse de notre bourgeoisie.

PÈPÈRE TRANQUILLE

Un ancien colonel SS : Peiper vit tranquille dans un village de Haute-Saône, bien qu'ayant été condamné à mort à la libération. Cette affaire récemment révélée par l'Humanité ne trouble pas le maire de la commune où vit Peiper, qu'il préfère appeler pépère. Ce dernier a déclaré à « France Soir » : « Je n'ai rien à me reprocher... Je me battais contre notre ennemi commun, le bolchevik ». Rien à se reprocher en effet : l'incendie de tout un village en Italie, l'exécution de 71 prisonniers américains dans les Ardennes. Rien de cela ne pose de problème pour les autorités de Haute-Saône : les papiers de Peiper sont en règle...

Au Comité Central du PCF

Cadre de vie ou vie de cadre

Juquin, spécialiste du cadre de vie dans le PCF a traité longuement de ce problème à la dernière session du Comité Central.

Il n'a pas manqué d'attaquer les luttes des masses contre la pollution en les taxant de « réformistes ». Le PCF a pratiquement toujours été absent de ces luttes, en particulier contre les implantations de centrales nucléaires, qu'il approuve à condition qu'elles soient réalisées par des entreprises nationalisées. Il tente maintenant de prendre la tête des luttes sur le cadre de vie : « Pour le

Parti Communiste, le cadre de vie n'est pas un secteur marginal. Les communistes et en particulier les élus de notre parti font déjà beaucoup dans cet immense domaine. C'est donc une activité qui cherche sur les cas particuliers et sur les questions générales, à unir tous les intéressés, indépendamment des appréciations fondamentales de chacun, en partant des intérêts communs, en prenant en compte les aspirations et les revendications des diverses catégories... » Quand le PCF parle des diverses catégories, on sait ce que cela

recouvre, il s'agit d'abord des intérêts des cadres. Pour Juquin, la question du cadre de vie s'est d'abord les problèmes de vie des cadres.

Marchais : « La relance pour les luttes »

Mercredi soir, Marchais a pris la parole au stade de Colombes. Une fois de plus, il a tenté d'accréditer l'idée qu'entre les intérêts des travailleurs et ceux de l'économie capitaliste, il n'y avait pas de différence : « Les luttes ne menacent pas l'économie, elles ne cassent pas les entreprises. Au contraire ! Les luttes sont un élément de relance pour l'économie, un facteur de son assainissement ».

Et de prendre pour exemple les « bradés de Giscard ». Alors que précisément des luttes contre les licenciements se trouvent sans perspective à cause de la tactique imposée par les révisionnistes : au juste mot d'ordre « Pas un seul licenciement », ceux-ci substituent les jérémiades sur le thème « notre entreprise est viable », qui conduit à subordonner le maintien des emplois (et souvent pas tous) à la bonne volonté des capitalistes !

LUTTES OUVRIÈRES

MOTION DE SOUTIEN AUX OUVRIERS DE BOURGOGNE ÉLECTRONIQUE LICENCIÉS POUR FAIT DE GRÈVE

Les 1800 ouvriers et ouvrières de Bourgogne Electronique, (filiale du trust Thomson) à Dijon, ont mené pendant cinq semaines, une grève pour : le refus des nouvelles classifications, une augmentation uniforme de 400 F, la baisse des cadences, le retour aux 40 h sans perte de salaire, la cinquième semaine de congés payés.

Ils ont eu en partie satisfaction.

A la suite de cette grève, la direction du trust Thomson a licencié, sous prétexte de faute lourde, 23 ouvrières et ouvriers, parmi les plus combattifs, tous syndiqués CGT et CFDT, dont 8 délégués. Parmi eux, quatre mères célibataires, 8 pères de famille.

Le trust Thomson veut faire un exemple.

C'est une grave atteinte au droit de grève, aux libertés syndicales.

Nous soutenons les travailleurs de Bourgogne Electronique qui luttent pour leur réintégration, et appelons ceux qui luttent contre la répression, pour les libertés démocratiques, à les soutenir moralement et financièrement.

RÉINTÉGRATION DES 23 !

S. de Beauvoir (écrivain) - Marguerite Duras (écrivain) - Hélène Cixous (écrivain) - Claude Mailard (écrivain - médecin) - Xavier Gauthier (écrivain) - Françoise d'Eaubonne (écrivain) - Marina Vlady (actrice) - Maria Mériko (actrice) - Delphine Seyrig (actrice) - Marielle Issartel (cinéaste) - Christine Laurent (cinéaste) - Marcelline Lorian (cinéaste) - Ch. Belmont (cinéaste) - Y. Chevet (journaliste) - Michèle Mancaux (journaliste) - Evelyne Le Garrec (journaliste) - Monique Antoine (avocate) - Marie Claire Picart (avocate) - Odile Davenas (avocate) - Gisèle Halimi (avocate) - Gilberte Fournié-Baumgar-

ten (avocate) - Hélène Masse (avocate) - Paule Lejeune (enseignante à l'université de Rouen) - Claudine Roméo (Enseignante à Paris 1) - Madame Sian (médecin responsable du Planning Familial de Seine-et-Marne) - Mirielle Becchio (médecin) - René Allio (cinéaste) - Maître Lyon-Caen (spécialiste du droit du travail) - Jean Schmitt (cinéaste) - Claude Weiss (cinéaste) - Rouffiant (cinéaste) - Frédéric Rossif (cinéaste) - Claude Roy (écrivain) - François Châtelet (professeur) - Le M.A.J. - Le «Quotidien des Femmes» - La revue «Sorciers» - L'Information des Femmes -

Signez et faites signer la motion. Renvoyez-la au Comité de soutien aux ouvriers licenciés de Bourgogne Electronique, chez Monsieur Guy Praxelle, 8 allée de l'île Marante, à Colombes.

STANLEY-MABO

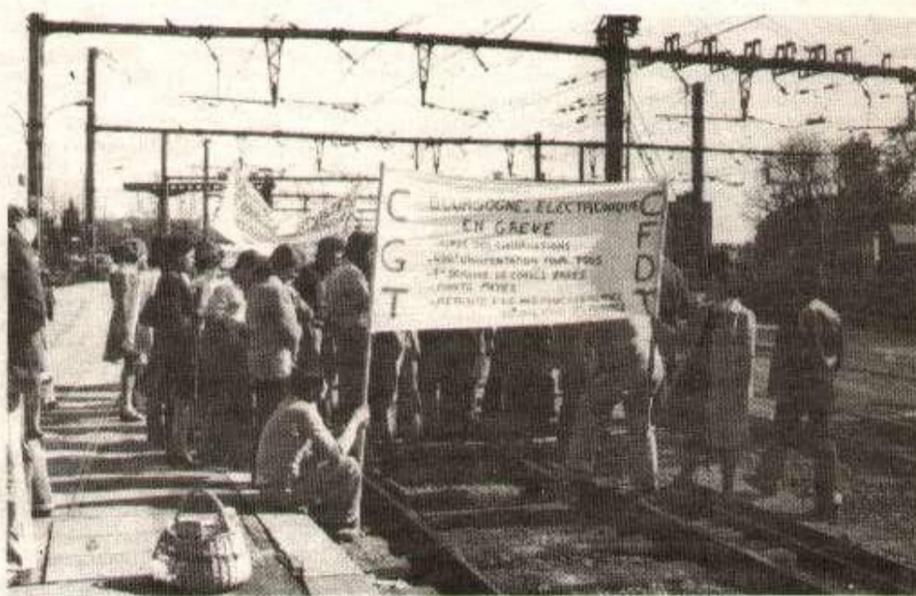
BESANÇON : En grève depuis mardi, les travailleurs de Stanley-Mabo ont été agressés par les cadres hier matin. Frappant sauvagement les grévistes; ils ont fait plusieurs blessés, notamment parmi des femmes. Les ouvriers réclamaient une augmentation identique pour tous et le 13^e mois.

Bourgogne-Electronique LE PASSAGE EN PRUD'HOMME SE PREPARE

Les travailleurs licenciés et la section CFDT de Bourgogne - Electronique ont préparé un ensemble d'initiatives afin d'assurer la mobilisation pour le passage des quinze travailleurs, encore dehors, en prud'homme, le 30 juin, à 20 h 30.

Déjà les licenciés, avec banderoles, tracts et panneaux, font le tour des boîtes de Dijon afin de mobiliser contre la répression syndicale. Hier, c'était à la Sécurité Sociale... Chaque jour, jusqu'à trente, il y aura des initiatives aux portes des entreprises dijonnaises car les atteintes aux libertés syndicales et au droit de grève ne se sont pas limitées à Bourgogne-Electronique (série d'amendes à la SNCF, licenciement de toute la section syndicale à Hoover sous couvert de licenciements économiques, etc...)

Les travailleurs ont prévu un rassemblement le 29 juin de tous les travailleurs dijonnais et de tous ceux qui veulent les soutenir. La paye de juin, symbole de la détermination de la



solidarité des 23 et de leurs camarades de l'usine, sera assurée aux travailleurs, ce sera la deuxième paye assurée ainsi. Parmi les sommes récoltées, permettant aux quinze de tenir, la contribution financière la plus importante est celle des travailleurs de B-E eux-même : près d'un million d'anciens francs, puis viennent les comités de soutien. Ce n'est que tout récemment que la CNAS de la CFDT vient de libérer de l'argent.

Le lendemain, d'autres quinze de B-E seront bien entourés par tous ceux qui veulent une lutte consécutive contre la répression.

MEETING DE SOUTIEN

Notre Comité de Soutien appelle les sections syndicales, les travailleurs de la Région Parisienne à participer massivement au :

MEETING-DÉBAT POUR LE SOUTIEN AUX LICENCIÉS DE BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE
Samedi 26 juin 1976 - 17 H - Bourse du Travail
140, rue Marius Aulan (M^o Pont de Levallois) - 92 Levallois
Comité de Soutien pour la réintégration des 23 licenciés de B-E (Levallois)

Le 30 juin, envoyez vos télégrammes à :
Syndicat CFDT «Bourgogne-Electronique» (pour les licenciés) - UD CFDT Côte d'Or
Maison des Sociétés - 7, rue du Dr Chaussier
21000 DIJON

Pour tout contact : Guy Praxelle
2, allée de l'île Marante - 92700 Colombes

Hier a eu lieu une réunion entre les syndicats et la direction de la Thomson sur la question des salaires. L'inter-trust Thomson avait dit, avant la réunion, qu'il fallait discuter de la question de Bourgogne Electronique. La direction a répondu à cela qu'elle s'en tenait à ses déclarations antérieures. La CFDT s'est retirée en laissant un observateur. Ce qui est prévu, c'est une augmentation de 2,5 % sur les salaires, cinq jours par an pour que les femmes puissent s'occuper de leurs enfants, et une note de service sur les carrières descendra dans les différentes usines du groupe.

«LE RALLYE DES BRADÉS»

A LYON

ILS N'ONT RIEN DIT SUR L'ASSASSINAT DES MINEURS DE POTASSE !

Mercredi à Lyon, avait lieu l'avant dernière étape du rallye des bradés. Des files de

Mercredi, à Lyon, avait lieu l'avant dernière étape du rallye des bradés. Des files de camionnettes et de voitures sont alignées sur la place, couvertes d'affiches et de panneaux. Mais entre les rangées, il n'y a que très peu de monde, si ce n'est quelques militants CGT qui se sont lancés dans cette aventure dérisoire.

Au milieu des stands, un exemple parmi d'autres : AMTEC, entreprise de ma-

chines-outils, de Villeurbanne, menacée de liquidation (306 emplois supprimés) : les travailleurs occupent depuis début avril et il y a trois jours, le tribunal des référés a prononcé l'ordre d'évacuation.

Nous posons la question : «Comment envisagez-vous le problème de l'expulsion ?» Le délégué nous répond : «moi, je suis par ailleurs membre de la cellule du P.C.F. Nous avons fait signer quatre mille pétitions, le préfet y regarda à deux fois».

Le stand des potasses

d'Alsace : rien sur l'accident qui vient de coûter la vie à cinq mineurs, rien sur la grève de trois jours dans le bassin, et sur les obsèques qui avaient lieu le jour même. Les deux mineurs délégués s'expliquent : «On avait un panneau jusqu'à Belfort et là, le syndicat nous a demandé de l'enlever». Nous leur demandons si cet «accident» n'est pas lié aux licenciements et à l'augmentation du rendement dont parlent leurs panneaux. «Oui, répondent ils, mais on avait choqué, on n'est pas là pour ça».

Corr. Lyon

A ORLÉANS : COORDINATION DES LUTTES OU KERMESSE !

C'est un peu la question que se posaient les travailleurs d'Orléans venus assister à la première étape du rallye des bradés. Autant dire qu'ils ont été rapidement édifés. Beaucoup de bruit, de la musique, une âpre concurrence entre la buvette de l'Union Locale CGT et celle de Triton, «chez nous la bière est fraîche, chez Triton, c'est bon». Cependant, même l'aspect kermesse n'était pas réussi, car il y avait bien peu de monde. Les travailleurs des usines en lutte n'étaient pas là, les travailleurs d'Orléans non plus. Et quand Hallamy, du bureau fédéral CGT a pris la parole, il y avait environ trois cents personnes devant le podium. Beaucoup, la chaleur aidant, ont préféré faire un tour dans les bistrotts environnants.

Enfin, les travailleurs d'Orléans n'ont découvert l'existence de ce rallye qu'en s'interrogeant sur la présence des dizaines de cars de CRS stationnés en ville et prêts à intervenir. Que craignaient-ils ? Une manifestation à la Préfecture ? Voilà qui faisait rire les rallymènes. «On n'est pas venu pour ça».

en bref...

La justice des patrons vient de condamner lourdement plusieurs travailleurs de Redon.

C'est lors de manifestations contre les licenciements à l'usine Garnier que les flics agressaient les travailleurs, en avril 75. Deux CRS étaient blessés.

Prenant comme preuves, des clichés faits par une chaîne de télévision, les flics accusaient nommément certains travailleurs.

Aujourd'hui, c'est au total 23 ouvriers qui sont, condamnés à des peines de prison avec sursis et à de lourdes amendes. L'un d'entre eux a pris quatre mois de prison ferme. C'est un chômeur !

LUTTES OUVRIÈRES

Aux Assurances Générales de Paris

FAIRE ÉCHEC À LA RÉPRESSION

Aux Assurances des Groupes de Paris, deux délégués CFDT se sont vu infliger une mise à pied immédiate et font l'objet d'une procédure de licenciement de la part de la direction qui leur reproche une faute grave : cette faute grave est d'avoir été vus (par leur chef de service), à 8 H du matin au café, alors que dans le cadre des horaires personnalisés, ils auraient dû (leur compteur individuel ayant enregistré leur présence dans l'entreprise) être à leur poste de travail. Il est clair que ce prétexte saisi par la direction ne peut constituer une faute grave et que la mise à pied immédiate de trois jours qui leur a été signifiée dans la journée même par l'huissier est déjà une sanction sans aucun rapport avec ce qui leur est reproché.

Cette manœuvre de la direction s'inscrit dans le

cadre de la répression syndicale qui est de mise aux AGP depuis la grève d'octobre-novembre 75. Ce n'est pas un hasard non plus si les deux délégués frappés par cette intolérable sanction appartiennent, tous deux, à un service appartenant au secteur de l'entreprise, qui sera le premier touché par la restructuration en cours, ce qui n'ira pas sans s'accompagner de licenciements plus ou moins déguisés. Déjà la direction avait à plusieurs reprises adressé des avertissements aux délégués CGT et CFDT de l'entreprise pour « violence psychologique envers le personnel » ou « passage dans les services perturbant le travail ». Elle avait verbalement menacé les délégués combattifs de licenciement ou de mise à pied mais elle n'avait jamais franchi le pas. Il est vrai que la section CFDT avait porté plainte contre la direction

pour entraves aux libertés syndicales, suite à une occupation où des panneaux syndicaux parlaient, afin que le personnel puisse en être informé, de l'assassinat de cinq militants révolutionnaires par le régime de Franco.

Le 9 juin, le PDG et le directeur des relations sociales étaient traduits en correctionnelle et il semble que ces messieurs qui connaîtront le verdict du tribunal le 7 juillet prochain, aient décidé sur l'entreprise de se faire justice eux-mêmes. Justice expéditive des patrons qui ont bénéficié, pour un délit qu'ils n'ont même pas contesté, d'un répit de neuf mois. Mais cette répression ne restera pas sans riposte : déjà des motions de protestation ont été adressées par différentes sections syndicales de l'assurance. La riposte s'organise. Corr. AGP



Grenoble

LES HOSPITALIERS EN LUTTE

Depuis le 14 juin, un nombre croissant d'hospitaliers sont en lutte, principalement les ASH (agents de service hospitalier), ASI (agents du service intérieur),

les services techniques pour les revendications suivantes :
- la suppression des licenciements,
- la titularisation des auxiliaires,

- la création de postes,
- 2 000 F minimum,
- le paiement des 13 H supplémentaires (non travaillées, comme à Paris),
- 3/4 d'heure de repas pris sur le temps de travail, le décompte des congés annuels sur cinq jours.

Différentes actions ont été menées pour faire aboutir ces revendications ; les hospitaliers ont décidé de ne faire que le travail minimum, c'est-à-dire uniquement d'assurer la sécurité des malades ; des journées de grève totale étant possibles dans certains services.

Des tournées dans les services sont organisées pour voir les problèmes qui se posent, pour appeler le personnel soignant à participer à l'action. Mardi 22 juin, un sitting a été organisé devant le carrefour de l'hôpital : les réactions furent violentes lorsqu'une voiture a foncé sur les gens assis, pour passer de force !

Il faut donc rester vigilants, élargir le mouvement au personnel soignant, s'organiser dans les services. La lutte continue. Corr. Lyon

Lyon

LES NOUVELLES GALERIES EN GRÈVE

Depuis mercredi 23, les employés des Nouvelles Galeries de Lyon sont en grève. La combativité est grande, le débrayage de mercredi a été suivi à 90 %, il fait suite à un débrayage de 24 H qui a eu lieu la semaine dernière en soutien à la lutte victorieuse des Nouvelles Galeries de St-Laurent du Var. Le lendemain de ce débrayage, spontanément, les cuisiniers des Nouvelles Galeries de Lyon partaient en grève 24 H pour de meilleures conditions de travail, mouvement qui devait s'étendre à l'ensemble du personnel pour la journée. C'est suite à la réponse négative du patron sur chaque revendication que la grève a été décidée mercredi matin. Dans la journée, un

tract dans lequel les grévistes expliquent leur lutte a été distribué aux clients et a reçu un bon accueil ; ceux-ci en soutien aux grévistes faisaient demi-tour sous le nez du patron. Malgré la venue des huissiers dès mercredi matin, qui ont tenté d'intimider les grévistes, la grève a été reconduite à jeudi.

Les revendications :
- par rapport aux salaires : 3 % en juin, 3 % en juillet, c'est-à-dire que ce sont les mêmes qu'à Saint-Laurent du Var,
- par rapport aux conditions de travail : de l'embauche, des pauses plus fréquentes et un aménagement de la ventilation.

Le Comité de Lutte Contre le Chômage d'Hérouville aux côtés des ouvriers de la SMN (Caen)

LETTRE À LA DIRECTION

Nous femmes de la SMN, nous travailleurs de la SAVIEM, de Moulinex, Jaeger, Blaupunkt, etc... Nous habitants d'Hérouville, et militants du Comité de Lutte Contre le Chômage et pour l'Entraide Populaire,

Nous tenons à vous faire savoir que nous sommes scandalisés par le chantage que vous effectuez auprès des travailleurs. Non seulement vous refusez les augmentations des salaires mais vous portez atteinte au droit de grève.

Nos maris, nos camara-

Le comité de lutte contre le chômage d'Hérouville organise une vente de produits à la sortie de l'usine pour aider les travailleurs touchés par le lock-out imposé dernièrement par la direction de la SMN.

des de la SMN ont bien raison de se battre contre les conditions de salaires et de travail que vous leur imposez. C'est ce que vous ne pouvez pas tolérer car vous voulez mater les ouvriers pour qu'ils paient la crise plus encore et ce sans qu'ils aient le droit de lutter.

Ce droit de lutter, c'est nos parents et nos grands parents qui vous l'ont imposé et nous ne vous permettrons pas de nous le reprendre.

Vous essayez de mettre les femmes de votre côté car vous savez que c'est elles qui nourrissent la famille. Mais les femmes ont bien compris l'enjeu de la lutte de leurs maris et votre attitude. Au lieu de se plier, elles sont bien décidées à se battre car c'est tout l'avenir des ouvriers qui est en question.

D'autre part, dans votre

atteinte au droit de grève, vous attaquez tous les travailleurs.

Partout aujourd'hui dans les grèves, les patrons sont comme vous ils veulent intimider les travailleurs par les licenciements, les flics, la répression. Quant au fond, vous avez peur de nos luttes car vous savez que quand nous luttons, nous remettons en cause tout le système capitaliste. Votre société libérale, plus personne n'y croit.

Sachez que tous les travailleurs de la région et les femmes, sont prêts à se battre contre votre politique de répression.

LE COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE APPELLE À SIGNER MASSIVEMENT CETTE LETTRE.

A l'UIB-CFDT de Dunkerque

LA CHASSE AUX SORCIÈRES EST OUVERTE

Le conseil de l'UIB-CFDT de Dunkerque vient de se réunir. Un des points de l'ordre portait sur « la politique des hommes ». Il s'agissait d'étudier où en sont les candidatures pour un nouveau permanent pour la région Dunkerque-Calais. Pour l'instant, seule la section BP-Chimie de Dunkerque propose un candidat, Serge Bruant. Le permanent actuel a fait savoir que la région (qui financera au début le nouveau permanent), a émis un avis défavorable à la suite d'une enquête qui le dénonce comme « gauchiste » (dans la région parisienne).

A la suite d'une protestation contre de telles méthodes, le permanent a répondu : « C'est normal à partir du moment où il est clair que les gauchistes ont des conceptions politiques opposées à la CFDT. Un permanent, bien que contrôlé, a les moyens de faire passer une ligne et l'on sait que la politique des

gauchistes actuellement, c'est de viser les UL ».

Il s'agit bien d'une véritable chasse aux militants qui contestent l'orientation suivie par la direction confédérale, inféodée au PS. Des calomnies, aux manipulations, les réformistes ne reculent devant rien pour exclure du syndicat ceux qui entendent mener le combat sur des bases de lutte de classe contre la bourgeoisie.

Correspondant Dunkerque

en bref...

● LIP : Les « Lip » ont décidé d'envoyer une lettre de protestation à la confédération CFDT à la suite des attaques dont ils ont été l'objet à propos de la coordination du week-end de la Pentecôte.

La popularisation continue sur Besançon ; après avoir transformé un train en outil de propagande, il y a quelques jours, les « Lip » ont renouvelé l'opération sur des dizaines de camions dans la journée d'hier.

Communiqué Primes anti-grève au Ministère du Travail

Paris, le 18 juin 1976

Le syndicat CFDT des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre de la Région Parisienne, fait savoir que depuis plusieurs mois, une grève administrative affecte les Services de l'Inspection du Travail en Région Parisienne.

Cette grève administrative, suite d'un mouvement national de grève de quatre jours en octobre-novembre 1975, consiste à ne pas fournir à l'Administration un certain nombre de travaux statistiques qui pèsent lourdement sur la charge de travail des services, au détriment des fonctions essentielles de l'Inspection du Travail : contrôle de l'application de la réglementation du travail, et des prescriptions de sécurité dans les entreprises...

...L'administration choisit de sanctionner individuellement et en leur qualité de chef de service, les inspecteurs du Travail participant à la grève administrative, en supprimant leur prime trimestrielle pour travaux supplémentaires. Or, la charge des travaux supplémentaires n'ayant pas baissé pour autant, elle transforme objectivement en prime anti-grève, reconnue illégale par les tribunaux cette prime dite pour travaux supplémentaires.

En effet, le taux de cette prime (300 francs par mois, soit 10 % du salaire des débutants) est un taux moyen. Ce qui n'est pas versé aux grévistes, doit donc - d'après les textes - être reversé aux non-grévistes, ce qui est pour le moins surprenant !

● CGEE-ALSTHOM ST OUVEN CHANTIER DE PETIT-COURONNE

(76) : Depuis mercredi, les travailleurs du chantier de la raffinerie Shell débrayent deux heures par jour pour l'augmentation de la prime de déplacement, un voyage de retour payé toutes les deux semaines, une demi-heure de douche par jour, et l'annulation d'une sanction frappant un délégué CGT.

INFORMATIONS GENERALES

LE PROCES DE L'AMIANTE Témoignages d'ouvriers d'Amisol et de Ferodo au procès Champeix

Vendredi 18 juin 1976, le tribunal d'instance de Paris (7^e Chambre) a rendu son jugement dans le procès que le professeur Champeix avait intenté à l'intersyndicale et qui avait été plaidé le 21 mai.

Le tribunal a débouté le professeur Champeix de son action et l'a condamné aux dépens (frais de justice). Il a considéré qu'il s'agissait d'une affaire de diffamation («Diffamer» signifie approximativement : dire de quelqu'un des choses qui ne lui plaisent pas mais qui peuvent être vraies). La phrase incriminée : «Mrs Champeix et Avril travaillent en liaison directe avec la chambre syndicale de l'amiante et ne semblent pas réunir les conditions d'objectivité nécessaire pour participer à un tel débat» ayant été écrite il y a plus de trois mois, il y avait donc prescription.

On peut cependant penser que ce jugement qui déboute le professeur Champeix sur une question de forme, n'est pas sans signification sur le fond de l'affaire, et que le tribunal a été sensible à l'argumentation que l'intersyndicale a développée lors de l'audience, sur la nocivité de l'amiante, sur les insuffisances de la médecine du travail et sur les carences de la législation protégeant les travailleurs et la population.

A Ferodo, un OS fileur sur métier à filer :

«J'alimente le métier avec de l'amiante enroulée sur des rouleaux que je prends ma-

nuellement pour les mettre sur des dérouleurs. Le fil est torsadé et enroulé autour d'un fût qui tourne à trois mille tours/minute. Lorsque le fil casse, cela entraîne un

tourbillon de poussière visible à l'œil nu. De la poussière, il y en a partout dans l'atelier, sur les poutrelles, les abats-jours. Une fois par semaine environ, un ouvrier passe avec un aspirateur : il ballade une brosse au sommet d'une perche de dix mètres pendant que nous travaillons et ne peut aspirer qu'une faible quantité de poussière, le reste nous tombe sur la tête.

Lors de mon examen d'embauche, je n'ai été prévenu d'aucun danger par le médecin qui m'a fait passer un examen courant, auscultation, tension, radio et m'a posé des questions sur les maladies, en gros quoi !

Tous les quinze mois environ (nous sommes 2 500 travailleurs et le médecin du travail à du mal à avaler tout ça...) on repasse devant lui :

— Ça va bien ?

— Vous fumez ?

— Il faudrait pas fumer trop !

C'est toujours normal. Mais nous ne passons d'examen de contrôle respiratoire sauf cas exceptionnel (cinq ou six cas d'analyse des

fonctions respiratoires sur six cents ouvriers).

Un deuxième OS de Ferodo :

«On est en contact permanent avec l'amiante, on la retire à la main des chariots sur lesquels elle arrive, puis on la met sur la chargeuse à pleines brassées.

En guise de précaution, nous avons un simple masque sur le nez et la bouche, très peu efficace qui laisse pénétrer la poussière, matière très sèche.

Quant au nettoyage des machines, il est irrégulier : on enlève le plus gros avec un balai et c'est tout.

Les vêtements sont fournis par le patron, mais le nettoyage reste à notre charge... Les précautions ?

Je n'ai jamais constaté à ce jour de panneaux sur le danger de l'amiante dans l'usine.

Sur les sacs d'amiante (que nous éventrons à mains nues), il y a bien une étiquette mais les précautions à

prendre y sont notées en Anglais, puisque les étiquettes viennent du Canada. Aucun d'entre nous ne connaît l'anglais, mais la société Ferodo ne nous avertit pas.

Quand le danger arrive, il est trop tard, comme pour notre camarade mort étouffé en deux mois : il était essouffé au retour des vacances et il est mort deux mois après.

Les conditions de travail à Amisol, il y a dix-huit mois alors que les ouvriers n'étaient pas licenciés et que l'usine «tournait» : des conditions de travail déplorables au 20^e siècle : le montage des mélanges pour l'amiante se faisait à la fourche, à la main. Lors du transport, la poussière se dégage abondamment.

Question hygiène : pendant des années, c'est dans l'atelier que nous nous lavions dans un seau et c'est dans l'atelier que nous mangions car il n'y avait ni lavabos, ni réfectoire.

Maintenant, il y a un réfectoire qui sert aussi de

vestiaire. Ce n'est pas très étonnant s'il y a de nombreux cas d'asbestose...

Des analyses de l'atmosphère dans notre atelier, il y en a eu, de nombreuses fois, mais nous n'avons jamais eu le résultat.

La direction a fait courir le bruit, quand les résultats sont revenus, qu'il n'y aurait pas eu plus de poussière d'amiante que dans la rue...

Un OS pendant 25 ans chez Amisol :

«Je n'étais pas continuellement sur l'amiante : je faisais un peu de filature, un peu de découpage des plaques d'amiante pour faire des dessins sur du tissu (bakélite d'amiante), un peu de pliage de ce tissu à la main pour faire des plaques d'amiante...

Toutes ces opérations dégageaient une poussière assez abondante : le tissu séché était enlevé selon son épaisseur ce qui provoquait tant de poussière qu'un aspirateur fonctionnant en permanence ne suffisait pas à tout absorber.

Tous les ans en décembre, on passe une petite radiophoto - à mon avis les clichés sont trop petits pour permettre la lecture. D'ailleurs, comme je ne me sentais pas bien, la sécurité sociale m'a dit d'aller voir mon médecin pour contrôler mieux qu'avec la radiophoto.

Pour terminer, écoutons le Dr Champeix, qui a longtemps été le médecin du travail d'Amisol, avant de diriger la chaîne de médecine du travail de Clermont Ferrand et de se sentir «offensé» par les affirmations des travailleurs de Jussieu :

«A Amisol, on passe alternativement des radiophotos et des radiographies. Les radiophotos peuvent permettre le dépistage d'autres formes d'atteinte : calcifications pleurales... elles ne permettent pas le dépistage de l'asbestose, mais comme cette maladie qui est une fibrose, évolue très lentement...»

Lorsqu'on sait que la radiographie seule capable de donner de bons renseignements coûte cinquante francs environ, alors que la radiophoto insuffisante sur le plan diagnostic, irradie beaucoup plus et coûte cinq francs, on peut se poser des questions sur la «neutralité de la science» et sur «la médecine au-dessus des classes».

La semaine dernière un travailleur d'Amisol est mort d'asbestose, c'est le septième décès survenu parmi les 250 ouvriers d'Amisol depuis leur licenciement collectif à la suite de la faillite de l'entreprise, il y a dix-huit mois.

Collectif intersyndical sécurité CFDT-CGT-FEN des universités Paris 6 et Paris 7

QUAND LE PCF APPELLE LES FLICS POUR EXPULSER DES RETRAITÉS

Hier matin, une animation peu ordinaire régnait face au numéro deux de la place Colonel-Fabien dans le 19^e arrondissement. Beaucoup de monde sur le trottoir et tout autour une nuée de flics en képis. «Mais qu'est-ce qui se passe ?» «Oh, ne t'en fais pas, coco, c'est un déménagement !», rétorque un homme tout de muscle et de bedaine qui monte la garde avec deux homologues devant un building moderne de béton et de verre. «Ce camion vert pourtant, c'est bien celui qu'on utilise pour expulser les biens des chômeurs ?» «Mais ici, ce n'est pas un chômeur, reprend l'homme, c'est un vieux râleur, un retraité !»

On commence à comprendre : place Colonel-Fabien, s'élève un immeuble à l'architecture moderne, d'un modernisme tel qu'il tranche avec insolence sur les maisons d'alentour faites de briques rouges et de pierres vieilles et qui abritent de nombreuses familles populaires, des vieux couples de retraités pour la plupart, qui sont enracinés dans leur quartier et qui en ont fait un des derniers foyers de vie ouvrière à l'intérieur de Paris.

Cet immeuble qui pourrait abriter une quelconque administration, c'est en fait le siège du P(C)F, et l'homme qui nous a répondu, c'est un des gardiens du siège. Pour les dirigeants révisionnistes qui se sont transportés là depuis cinq ans, cette architecture dont ils ne sont pas peu fiers ne se laisse pas suffisamment admirer : les quatre premiers étages sont encore masqués par ce qu'ils nomment une «vieux mesure qui suscite l'indignation» !

A neuf heures hier matin, donc, le sinistre camion vert est arrivé accompagné d'une dizaine de flics. Le couple qui habite la «masure» indésirable depuis longtemps, «au moins une trentaine d'années» disent les voisins, s'est

replié dans sa maison. Lui, retraité SNCF, ancien militant du PCF, n'entend pas se résigner. Et du haut du sixième étage de son palais de verre, Marchais aura pu tout à loisir apprendre ce qu'est la résistance du prolétaire face à l'expulsion. Seaux d'eau, lance à incendie sont dirigés contre les flics qui devront appeler du renfort. A une trentaine, ils pénètrent quand même dans la maison et protègent les huissiers qui exécutent leur sale besogne. Le vieil homme, vaincu, restera prostré, assis sur une chaise pendant que la maison sera vidée de son mobilier.

«ON NE SE LAISSERA PAS AVOIR AVEC DES POTS-DE-VIN»

Pour lui, tout un combat mené depuis plusieurs années s'achève. Le P(C)F lui a offert des pots d'or, comme à tous les habitants du voisinage, qui, eux, ont fini par céder sous les pressions répétées. «Pas question que nous partions, nous disait l'épouse du vieil homme, on ne se laissera pas avoir avec des pots-de-vin». Pas question de céder non plus devant les innombrables recours en justice intentés par le P(C)F !



«Il faut les comprendre, disaient les habitants du quartier qui se massaient sur le trottoir, ils sont attachés à leur maison, c'est normal, non ?» Et pointant du doigt la bâtisse de Marchais, le bou-

langer ajoutait : «Que voulez-vous faire contre cela ? Le fric, c'est dans le blockhaus qu'il se trouve. Maintenant, ils vont faire vite. Je parie que le bulldozer sera là demain !»

Prenant les devants de cette expulsion qu'elle avait réclamée, l'Humanité publiait curieusement hier matin un article «justifiant» par avance ce qui devait se dérouler dans la journée de jeudi. Le texte est édifiant. On peut y lire entre autres :

«Lorsque nous fûmes en effet convaincus que nos efforts de conciliation se heurteraient sans cesse à une surenchère de plus en plus inacceptable» (on croirait entendre parler un patron confronté aux revendications des travailleurs !) «nous nous en sommes purement et simplement remis aux décisions de justice». «Celles-ci intervenues en vue de libérer le terrain, correspondent au bon sens et au droit des

personnes» (on voit de quel droit et de quelle justice se réclame le P(C)F).

Et l'article conclut : «Notre attitude en cette affaire est donc conforme à notre position constante qui consiste à garantir un relogement à proximité de son ancien domicile à tout expulsé. Si le gouvernement s'engageait sur une telle garantie, la campagne contre les expulsions perdrait du coup son objet».

Voilà une conclusion qui éclaire de manière significative la campagne contre les expulsions que le P(C)F se targue de mener, et les conseils qu'il donne au gouvernement : pour expulser les travailleurs, prenez modèle sur eux !

A cela, les quelques révisionnistes qui se glissaient parmi les passants usaient de tous les arguments pour désamorcer la colère et empêcher qu'elle ne touche sa véritable cible : les nouveaux «rénovateurs» du quartier : «Ça sert à quoi de s'obstiner comme ça ? On leur a offert dix-sept fois de les reloger en banlieue dans des petits pavillons».

Ils ajoutent : «Qui sait après tout s'ils ne sont pas manipulés ? Fourcade, vous savez...» Vraie ou fausse, l'insinuation marque quelques-uns. Mais pour la grande masse qui assiste à l'expulsion, ce qui frappe avant tout c'est que le P(C)F pratique comme n'importe quel bourgeois pour faire expulser un travailleur.

A la colère qui étreignait le cœur des habitants du quartier, se mêlait un sentiment désabusé, notamment chez ces anciens militants qui conservaient quelques illusions sur le P(C)F : «Ce n'est pas bon du tout que le Parti fasse des choses comme ça. Ce n'est pas le Parti que j'ai connu. Comment pouvoir dire qu'on est défenseur des libertés et mettre les gens dehors. C'est trop facile de dire après que c'est une campagne anti-communiste !»

Au terme de son combat acharné, le couple aujourd'hui expulsé est hébergé par un de ses fils avant que la Ville de Paris ne leur procure un nouvel appartement dans le vingtième arrondissement, comme elle le leur a promis.

Ce que nous retiendrons de cette matinée, c'est cette interpellation lancée au nez des flics par un travailleur qui passait à vélo, boulevard de la Villette : «Alors, ça y est, les nouveaux bourgeois du parti sont contents, ils vont enfin avoir leurs espaces verts !»

INTERNATIONAL

Liban LES FORCES PATRIOTIQUES REPOUSSENT L'OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE

Pendant toute la journée d'hier, les miliciens de Chamoun et les soldats de l'armée de Barakat, officier réactionnaire qui a rejoint les milices de droite depuis quelques mois, ont bombardé les camps palestiniens de Beyrouth et les quartiers populaires situés dans la zone qu'ils prétendent contrôler : Tell-el-Zaatar, Jisr al Bacha et le quartier de Nabaa qui sont encerclés par les Phalanges depuis le début des événements, ont subi la plus grande attaque depuis un an. Mais la résistance acharnée des forces patriotiques a fait reculer les milices réactionnaires et leur a fait subir des pertes en hommes et en matériel...

Le secteur Ouest de Beyrouth, contrôlé par les forces patriotiques, a été bombardé également.

Dans la montagne, les combats ont repris contre les positions des forces patriotiques, Aïntoura, Faraya et Ouyoun al Sem-

man. Là aussi, la riposte des forces patriotiques n'a pas tardé et les forces réactionnaires libanaises ont subi des pertes. Cette nouvelle offensive des milices de droite au moment où les troupes syriennes semblent reculer signifie d'une part un ap-

pel aux troupes syriennes qui peuvent profiter de cette situation pour intervenir plus fort, et d'autre part, la reprise du projet de partition par les forces réactionnaires : les endroits qui ont été attaqués sont tous dans le territoire demandé par les forces réactionnaires.

Ce plan de partition n'est pas étranger à la Syrie ; elle aussi a cherché à le faire avancer en attaquant les quartiers et villes patriotiques et en laissant tranquilles les autres quartiers. L'accord entre la Syrie et la France sur la question du Liban démontre que la France œuvre aussi pour la partition : son rôle est d'intervenir dans les quartiers contrôlés par les réactionnaires, quand la Syrie aurait assuré sa mainmise sur les quartiers patriotiques, selon le plan dénoncé par Abou Ayad, de l'OLP.

De son côté, l'armée syrienne, loin d'arrêter ses attaques, a bombardé Rachaya et des villages autour où de nombreux civils ont été touchés. Au Nord, près de Tripoli, les Syriens et les milices de Frangié ont attaqué des villages patriotiques.

Un avion, arrivant d'Arabie Saoudite s'est vu refuser le droit d'atterrir par l'armée syrienne qui contrôle encore l'aéroport. Cet avion transportait des médicaments aux quartiers patriotiques.

L'OLP a libéré tous les militaires et politiciens libanais et syriens et le commandant de l'ALP, qui étaient pour l'intervention syrienne. Ceux-ci sont vite repartis en Syrie. Seul, l'adjoint du chef de la Saïka, Hanna Bathich a refusé de partir, préférant se ranger aux côtés de la Révolution Palestinienne et des forces patriotiques libanaises.

M. Mahmoud Riad, président de la Ligue Arabe, a annoncé le départ de troupes séoudiennes et soudanaises de «casques verts» vers le Liban, pour assurer le cessez-le-feu et remplacer les troupes d'intervention syriennes. Par ailleurs, on annonce que les premiers ministres syrien et égyptien se sont réunis à Ryad, capitale de l'Arabie Saoudite avec les responsables koweïtien et saoudien.

Portugal : après la maladie d'Azevedo : des élections présidentielles repoussées de deux mois ?

Après l'attaque cardiaque, dont a été victime le premier ministre Pinheiro de Azevedo, les élections sont suspendues. Azevedo est resté près de 24 heures dans le coma. La Constitution portugaise a prévu que en cas de maladie de l'un des candidats, les élections seraient repoussées de deux mois. A moins que le malade ne signe une déclaration selon laquelle il retire sa candidature. Le premier ministre sera-t-il en état de signer, acceptera-t-il même de le faire ? En tout cas, les candidats comme Eanes ne doivent pas manquer d'exercer d'influence pour parvenir à ce résultat. Cependant, quelle que soit la décision d'Azevedo, il est à peu près impossible qu'il puisse physiquement supporter une campagne électorale dans les deux mois.

● IRAN : Le régime fasciste du Chah vient d'assassiner deux révolutionnaires iraniens qui s'étaient opposés aux forces de l'ordre.

● POLOGNE : Le secrétaire américain au Trésor est passé en Pologne où il a déclaré que son gouvernement était favorable à la demande polonaise de nouveaux crédits américains.

● ESPAGNE :

Les USA ont approuvé l'accord sur les bases espagnoles dont le principal article comporte le retrait des sous-marins nucléaires de la base de Rota, d'ici le 1^{er} juillet 1979. Dans le même temps, les USA se sont opposés à tout contrôle sur les ventes de réacteurs nucléaires américains à l'Espagne. La Westing-

house doit fournir pour 37 millions de dollars en équipements nucléaires. L'Espagne a déjà de quoi réaliser huit réacteurs et pourrait en avoir vingt ou trente autres, tous fournis par les USA qui refusent tout contrôle renforcé sur les livraisons faites à l'Espagne qui n'a pas signé le traité de non prolifération.

ARGENTINE : GRÈVE DE LA FAIM À PARIS POUR SAUVER LA VIE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Face à la situation dramatique des milliers d'Uruguayens et de réfugiés latino-américains traqués en Argentine, et à l'heure où le Haut-Commissariat pour les réfugiés auprès des Nations-Unies, impuissant à assurer seul la protection des réfugiés en Argentine, déclare que dans la situation actuelle, les Latino-Américains menacés sont plus en sécurité dans la clandestinité.

Face aux menaces les plus graves qui pèsent sur le sort de l'ex-sénateur Enrique ERRO, après les assassinats de Zelmar Michelini et Hector Gutierrez Ruiz, détenu arbitrairement depuis plus d'un an par les autorités argentines.

Face aux disparitions récentes des Uruguayens Manuel Liberoff, Ettore Pierrri, Gerardo Gatti et Maria Del Pilar Montedónico.

Un groupe de quatre Uruguayens et Français entreprend une Grève de la Faim en réponse à l'appel du Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Uruguay.

Notre grève de la faim a pour but d'obtenir :

- 1) Que l'ambassade de France à Buenos-Aires fasse tout le nécessaire pour que Enrique Erro, qui a obtenu l'asile politique en France, puisse quitter l'Argentine dans les plus brefs délais.
- 2) Que le Gouvernement français, fidèle aux traditions d'hospitalité et d'asile de la France, ouvre les portes de son ambassade à Buenos Aires à tous les réfugiés menacés.
- 3) Que le Gouvernement français intervienne auprès des Nations Unies pour qu'une mission officielle soit envoyée

— en Argentine, afin d'enquêter sur les disparitions de Manuel Liberoff, médecin, dirigeant du «Sindicato Medico», disparu le 19 mai 1976, Ettore Pierrri, journaliste, disparu le 27 mai 1976 et Gerardo Gatti, un des fondateurs de la Convention Nationale des Travailleurs de l'Uruguay, dirigeant de longue date du Syndicat du livre, disparu le 10 juin 1976 avec Maria Del Pilar Montedónico ;

— en Uruguay, afin d'obtenir l'identification des 11 cadavres retrouvés sur la côte uruguayenne dans le courant du mois de mai 1976, ou la présentation publique de Ary Cabrera, Elida Alvarez, Ricardo Gil, Eduardo Chizzola et Luis Ferreira, dont on a toute raison de croire qu'ils font partie des 11 cadavres précités.

Nous lançons un appel à tous les secteurs de l'opinion publique française pour qu'ils se solidarisent avec notre action et appuient nos objectifs afin que les mesures d'extrême urgence nécessaires soient prises dans les plus brefs délais.

Paris, le 21 juin 1976

Les grévistes de la faim de la maison verte
127, rue Marcadet
75018 Paris

Espagne :

LA MANIFESTATION DE MADRID



Ils étaient des dizaines de milliers venus à l'appel des associations de voisins et de ménagères pour protester contre la hausse des prix. A Barcelone, ils étaient dix mille à assister à un meeting. C'est un puissant mouvement de masse qui s'exprime en saisissant toutes les possibilités légales pour prendre l'envergure la plus large. La police a traîné devant les tribunaux onze manifestants inculpés d'injures à Juan Carlos. En Galice, quatorze militants des mouvements galiciens ont été arrêtés. Le fascisme veut continuer, mais il ne le peut plus, il veut se réformer, mais il ne le peut pas quand les masses saisissent toutes les occasions pour affirmer leur volonté de détruire de fond en comble le régime fasciste. A Barcelone, les rues retentissaient des chants de l'«Internationale», chantée poings levés par ceux qui n'avaient pu entrer dans le palais des sports.

Le PCE «légalisé dans un délai raisonnable» selon certains ministres

«Rien ne devrait normalement empêcher le parti communiste d'être légalisé dans un délai raisonnable» a déclaré un des ministres de Juan Carlos. Le chef du syndicat fasciste, Zapico, déclare de son côté que cette légalisation serait opportune. Un autre ministre affirme : «Nous connaissons tous les chefs de l'opposition et en ce qui me concerne, je les tutoie, ce qui est un avantage».

L'ouverture en direction du PCE, officiellement refusée par le gouvernement, n'en prend pas moins progressivement forme. Ces déclarations convergentes, complètent les premiers contacts discrets entre le gouvernement et le PCE. Ces contacts ont été pris au niveau gouvernemental, et des ministres en déplacement à l'étranger pourraient profiter du voyage pour consulter des représentants révisionnistes espagnols.

Que cette série d'initiatives prenne forme précisément au moment où l'une des manifestations les plus importantes

depuis l'agonie de Franco se déroulait n'est pas le fruit du hasard : le peuple de Madrid se révoltait contre la hausse des prix, contre l'inflation. Celle-ci, dit-on dans les couloirs des ministères espagnols, atteint au moins 20 % pour 1976. A ce taux-là, ce sont les plus grandes difficultés économiques, des conditions de vie encore pires pour les masses. Aux luttes dans les entreprises pour les salaires, contre le chômage, aux luttes de tous les peuples d'Espagne contre le fascisme maintenu, viennent s'ajouter les luttes populaires, dans les quartiers, contre la vie chère. La révolte des masses croît. Le gouvernement envisage, en même temps qu'il poursuit la répression, de prendre contact avec le PCE pour qu'il puisse peser de tout son poids contre le mouvement des masses. La politique dite de «rupture négociée» prévue par le PCE et acceptée par la Convergence Démocratique permet aux avancées ministérielles de trouver une réponse favorable.

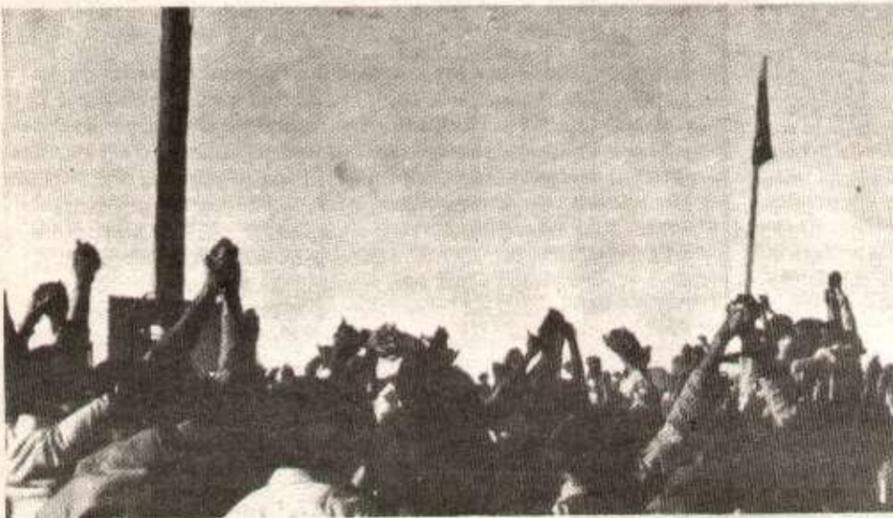
G. CARRAT

INTERNATIONAL AFRIQUE DU SUD

UNE NOUVELLE ETAPE DE LA LUTTE

La police tirait encore avant hier contre des manifestants. Les étudiants africains refusaient de passer les examens. Des manifestations ont encore lieu en divers points des principales villes de l'Afrique du Sud. La profondeur du mouvement qui s'est révélée au cours

des dix derniers jours, montre que le peuple d'Azanie (Afrique du Sud) est prêt à écrire une nouvelle page de son histoire : toute la politique de Vorster fondée sur un prétendu dialogue, a été balayée par une semaine de manifestations.



Le peuple africain a toujours lutté contre la pénétration coloniale et le régime d'apartheid.

DES SIÈCLES DE LUTTE

Le peuple d'Azanie s'est trouvé confronté à des tentatives de colonisation portugaise, puis à une colonisation de peuplement hollandais. Cette colonisation fut en fait une conquête très difficile avec plusieurs guerres de résistance menées par les différentes nationalités du peuple d'Azanie au 18^e et 19^e siècle. A plusieurs reprises, les colonialistes signèrent des accords et les violèrent en continuant leurs empiètements, de la même manière que les impérialistes américains avec les Indiens. La nationalité zoulou, en particulier infligea aux Boers de sévères défaites : cette tradition de lutte invincible et continue est la fierté du peuple azanien.

Les jeunes combattants d'aujourd'hui se rappellent encore que jamais, leur peuple n'a été vaincu par les Boers. En fait, il fallut toute la puissance de l'impérialisme britannique, gendarme du monde à cette époque, pour venir à bout de la résistance armée du peuple à la fin du 19^e siècle. La domination du gouvernement raciste ne vient pas argument utilisé

par les racistes comme par les sionistes- de l'occupation d'un pays désert, mais de deux siècles de guerres acharnées de grandes puissances coloniales contre un peuple qui luttait avec des arcs et des flèches.

Dès 1912, une conférence représentative de toutes les nationalités fonda le Congrès National Africain (ANC). L'ANC, dénonçant les divisions tribales affirme alors « Nous sommes un seul peuple ».

LES PREMIÈRES LUTTES CONTRE LE RÉGIME RACISTE

Pendant des années, les organisations patriotiques dénoncent le régime d'apartheid, la mise en place des réserves, par des manifestations et en organisant des campagnes au niveau international. Après la première guerre mondiale, les premiers syndicats illégaux se constituent, des grèves apparaissent. Cependant, l'heure n'est pas à l'offensive. C'est après la seconde guerre mondiale que l'exemple du peuple chinois et des autres peuples du monde en lutte contre le colonialisme et l'impérialisme donne un nouvel essor à la lutte de libération. Les patriotes ont alors la perspective d'une victoire possible contre le régime raciste, d'une lutte résolue contre la ségrégation.

Plusieurs grèves nationales de 24 heures sont organisées de 1950 à 1954. Elles sont réprimées féroce-ment par des assassinats et des emprisonnements massifs. Les organisations patriotiques mobilisent à partir de 1955 des dizaines de milliers de manifestants pour exiger la suppression des passeports obligatoires pour les Africains, de toutes les formes de ségrégation (écoles, transports, etc...) C'est une de ces manifestations qui sera réprimée très durement (68 morts) à Sharpeville.

SHARPEVILLE : PREMIER TOURNANT

Sharpeville va marquer un tournant décisif dans la lutte de libération : aux illusions sur la non-violence, va se substituer le mot d'ordre de lutte armée, proclamé par les mouvements de libération qui commencent à organiser les masses pour la guérilla. L'ANC s'allie avec le mouvement de libération du Zimbabwe et les premiers combats commencent en 1967, reprenant après cinquante ans le flambeau de la lutte armée. Les dernières années sont également marquées par un développement remarquable des luttes de la classe ouvrière : 243 grèves en 1973, 374 en 1975, dans la Métallurgie, le Textile et les Mines.

Aujourd'hui, riche d'un passé de résistance à la conquête coloniale, d'une longue expérience de lutte contre le gouvernement raciste, conscient de la nécessité de la violence révolutionnaire, enthousiasmé par les victoires des peuples des anciennes colonies portugaises, le peuple d'Azanie, avec sa classe ouvrière et sa jeunesse en tête, se met en marche sur la voie de la libération nationale.

J.-P. CHAMPAGNY

Japon

Des caisses de documents sur l'affaire Lockheed



La police emmène à pleines caisses les documents concernant l'affaire des pots-de-vin versés par Lockheed au siège de la compagnie d'aviation japonaise, Nippon Airways. Au Japon, l'affaire des pots-de-vin prend l'allure d'un scandale politique quasiment sans précédent, de nombreux hommes politiques y étant impliqués et l'opposition parlementaire s'en servant comme arme contre les politiciens au pouvoir. Quatre dirigeants élevés de la Nippon Airways avaient été arrêtés avant la perquisition de la police.

● C.E.E. : Le sommet de Porto Rico, convoqué par les États Unis, et qui doit réunir les pays occidentaux participant à la conférence Nord Sud ne verra pas de représentation commune des pays de la C.E.E. : à la suite des divergences apparues entre eux à Nairobi, au cours de la cinquième CNUCED, ils n'ont pu définir de positions communes.

● USA-ISRAËL : Le gouvernement américain a décidé de fournir une aide supplémentaire de 200 millions de dollars à Israël pour moitié en dons, pour moitié en aide militaire. L'Égypte recevra 100 millions de dollars, la Jordanie, 62 millions. Quant à la Syrie, elle se verra gratifiée d'une aide économique de 14 millions de dollars.

Vorster rencontre Kissinger et Schmidt : La grande collaboration

Kissinger et Vorster, premier ministre de l'Etat raciste de l'Afrique du Sud, se sont rencontrés en Bavière en Allemagne où ils ont eu deux entretiens que Kissinger a qualifié de « sérieux et constructifs ».

Malgré la condamnation par le gouvernement allemand du régime d'Apartheid de l'Afrique du Sud, celui-ci reçoit les racistes chez lui, au moment même où une répression sanglante se mène contre les peuples africains dominés par ces racistes. Cela montre l'accord de fond du régime allemand avec le régime sud-africain.

D'autre part, les neuf gouvernements européens de l'Ouest ont demandé au chancelier Schmidt d'exposer leur point de vue sur la situation dans cette région, montrant par là leur accord avec le point de vue allemand. Parmi ces Etats européens, la France, la Hollande et l'Allemagne ont vendu des armes nucléaires à ce régime raciste, qu'ils font semblant de condamner.

en bref...

● RFA : Adoptée le 10 juin dans une indifférence quasi-totale par le Parlement, une nouvelle loi sur le fichage par ordinateur des citoyens de la RFA passe actuellement à la deuxième Chambre législative. Elle prévoit l'introduction d'un numéro d'identification national qui contiendra aussi bien des données sur la personne (nom, domicile, etc) que son appartenance à des organisations politiques. La vente (f) de certaines données à l'industrie, par exemple, sera admise.

● ADDIS ABEBA : Les représentants de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Kenya, de la Tanzanie, de la Zambie et du Botswana se sont mis d'accord à Addis Abeba sur le projet d'une autoroute de 900 km de long qui liera ces pays en allant du Caire jusqu'à Caborones.

● ANGOLA : Les États-Unis ont opposé leur veto à une résolution du Conseil de Sécurité demandant d'admettre l'Angola comme membre des Nations-Unies.

● ITALIE : Un député fasciste, Sandro Saccucci, arrêté à Londres pour une fusillade, a été réélu député.

Le peuple sud-africain ne se laissera pas duper ni soumettre à la pression

EXTRAITS DU « RENMIN RIBAO »

La juste lutte menée par les étudiants noirs de Johannesburg n'est pas un événement isolé. C'est une manifestation du vif mécontentement du peuple azanien. C'est aussi un reflet de l'éveil constant des peuples d'Afrique Australe. Depuis un peu plus d'un an, le mouvement de libération nationale en Afrique Australe a connu un grand développement à la suite de la chute du régime colonial du Portugal. Devant cette excellente situation, une superpuissance, en vue de maintenir ses intérêts acquis en Afrique, cherche par tous les moyens à stabiliser les positions du

régime Vorster, tandis que l'autre superpuissance qui prétend être « l'alliée naturelle » des peuples africains, a porté ses tentatives dans divers domaines et regarde avec convoitise l'Afrique Australe, tendant à y établir ses propres sphères d'influence. Les vagues de la lutte des étudiants noirs dans cette plus grande ville de l'Afrique du Sud non seulement s'abattent avec violence sur la domination criminelle du racisme sud-africain, mais de plus constituent une réponse énergique aux complots et intrigues des superpuissances.

25 JUIN 1976 :

PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU MOZAMBIQUE

Le 25 juin 1962, naissait le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) qui devait mener infailliblement la lutte du peuple mozambicain jusqu'à la victoire finale contre le colonialisme portugais qui occupait le territoire depuis la fin du siècle dernier.

Le 25 septembre 1964 le déclenchement de la lutte armée sous la direction du FRELIMO allait marquer le début d'une nouvelle vie pour le peuple mozambicain dans les zones libérées. Malgré la répression féroce à laquelle allait se livrer le colonialisme portugais soutenu par les impérialismes occidentaux dont l'impérialisme français, le

peuple mozambicain allait entreprendre la tâche de reconstruction nationale et poursuivre la lutte de libération sur l'ensemble du territoire.

En même temps qu'il assumait les tâches de formation et d'éducation idéologique et politique des masses populaires, le FRELIMO dirigeait les tâches d'organisation dans les régions libérées (développement des cultures vivrières, construction et organisation d'hôpitaux et d'écoles, lutte contre le tribalisme, le racisme et le féodalisme, mobilisation constante des masses pour la prise en mains de leur propre lutte) en ayant toujours pour objectif principal de

rester au service du peuple. La lutte du peuple mozambicain allié à la lutte du peuple portugais et à celle des peuples de Guinée Bissau, du Cap-Vert, de Sao Tomé et Príncipe, d'Angola contre le fascisme portugais allait amener la chute de ce régime sanguinaire à la suite du coup d'Etat du 25 avril 1974 au Portugal.

Cependant la lutte contre le colonialisme n'en était pas pour autant terminée. Des négociations avec le gouvernement portugais allaient l'amener à reconnaître le FRELIMO comme seul représentant du peuple mozambicain et à signer un cessez-le feu en septembre 1974. Ceci devait per-

mettre la mise en place d'un gouvernement de transition sous la direction du FRELIMO pour aller vers la proclamation de l'indépendance complète le 25 juin 1975 et la création de la République Populaire du Mozambique, dont la tâche de président a été confiée au camarade Samora Moisés Machel par le comité central du Front de Libération du Mozambique.

*Voir nos extraits d'un discours de Samora Machel prononcé à l'occasion de l'ouverture d'un cours pour cadres sanitaires sur le rôle révolutionnaire des Centres Sanitaires et des Hôpitaux du FRELIMO.



SAMORA MACHEL, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU MOZAMBIQUE

Avant de devenir président de la République Populaire du Mozambique, Samora Machel a consacré toute sa vie à la lutte de libération nationale : en 1964, il est responsable de la tenue du premier camp politico-militaire du front avant d'être désigné en 1966, commandant militaire des forces de libération. Après l'assassinat d'Eduardo Mondlane, il est élu président du Frelimo qu'il dirigera jusqu'à son investiture comme président de la République.

LE MOZAMBIQUE AUX CÔTÉS DES PEUPLES DE L'AFRIQUE DU SUD

«Notre gouvernement collectivement, les membres du gouvernement individuellement représentent exclusivement le pouvoir de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie : les intérêts du peuple Mozambicain uni du Rovuma au Maputo...»

Le gouvernement a la tâche prioritaire d'enraciner et de consolider le pouvoir démocratique populaire, de déclencher le processus de développement économique et social de notre pays en ruines, de renforcer nos rela-

tions harmonieuses et bénéfiques avec tous les pays», déclarait S. Machel dans son discours d'investiture. Avec l'apparition du Mozambique indépendant intervenait un facteur nouveau en Afrique Australe : c'était la première grande lutte de libération nationale qui parvenait à la victoire en Afrique Australe.

«La situation est catastrophique», déclarait alors Machel. Le FRELIMO et le gouvernement mobilisait tout le peuple selon les principes élaborés et appliqués dans la

lutte de libération. «Dans la partie du pays qui a toujours été dominée par le colonialisme, il existe des vices considérés comme des vertus».

C'est dans une lutte à la fois contre les résultats de plusieurs siècles de domination et de pillage colonial, et contre les idées, les points de vue auxquels le colonialisme encourageait : individualisme, souci de s'enrichir, tribalisme, régionalisme que le Mozambique amorçe son édification qui mobilise l'essentiel de ses forces.

LE MOZAMBIQUE EN AFRIQUE AUSTRALE

Le Mozambique n'a que très peu de représentants à l'étranger, mais il participe pleinement à la lutte des pays du Tiers Monde, notamment en Afrique : la capitale, Maputo, (Lourenço Marques) a abrité le comité de décolonisation de l'OUA. Mais surtout, le Mozambique entretient des liens étroits avec les pays du sud de l'Afrique, notamment pour participer pleinement à la destruction des régimes ra-

cistes. «Le Mozambique ne sera pas libre tant que des parties de l'Afrique continueront à être dominées, tant que l'humanité continuera à être dominée. Nous soutenons la lutte du peuple de Zimbabwe. Nous soutenons la lutte du peuple de Namibie. Nous soutenons la juste

blancs. Clairement, le Mozambique a affirmé que la libération de l'Afrique australe était l'affaire des peuples de la région. Coupant court aux spéculations sur la venue éventuelle de corps expéditionnaires cubains armés par les Russes, Samora Machel a déclaré que la libération du

NOS HÔPITAUX SONT AU SERVICE DES MASSES DISCOURS DE MACHEL AUX CADRES SANITAIRES

Notre système hospitalier est différent. Ce ne sont pas les instruments chirurgicaux ou les médicaments qui font un hôpital. Ce sont, il est vrai, des éléments importants, mais la chose principale, le fait décisif, en est le facteur humain.

C'est pourquoi, aujourd'hui, les populations, du Cabo Delgado, du Niassa et du Tete reçoivent pour la première fois des soins médicaux, des vaccins, et l'hygiène y est enseignée dans les villages.

Nos hôpitaux appartiennent au peuple. Ils sont le fruit de la révolution. Nos hôpitaux sont beaucoup plus que des centres de distribution de médicaments et de remèdes. Un hôpital du FRELIMO est un centre où nous mettons en pratique notre ligne politique : servir les masses. C'est un centre où nous mettons en pratique notre principe, qui veut que la révolution libère le peuple (...)

Il n'y a rien pour nous diviser dans un hôpital du FRELIMO : ni tribus, ni régions, ni races, ni croyances religieuses. L'hôpital accomplit une tâche révolutionnaire. L'équipe médicale, les étudiants,

les infirmières accomplissent les tâches essentielles qui leur ont été confiées par le peuple.

Le peuple entier, du Rovuma au Maputo, a construit cet hôpital par ses sacrifices et par le sang versé : il est donc là pour servir le peuple, le



libérer de la maladie (...)

AUCUNE TÂCHE N'EST SERVILE

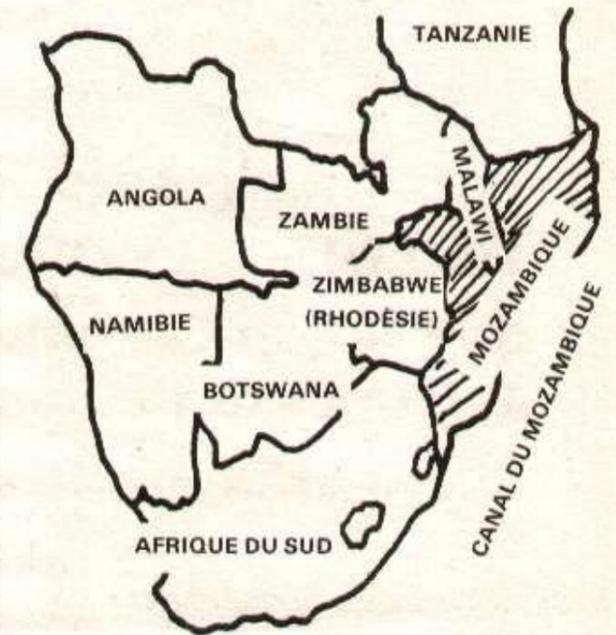
Nous sommes tous unis dans l'accomplissement de nos tâches. Il n'y a pas de tâche servile ou sans importance pour nous, par le simple fait que je sois infirmier et quel-

qu'un d'autre garde-malade ou médecin. Toutes nos tâches sont essentielles, même si nos responsabilités sont différentes.

Le fait d'avoir un sentiment d'infériorité en accomplissant nos tâches et de se soucier de savoir si nous avons des travaux importants ou non signifie une absence de conscience de classe. Nous venons tous de la classe ouvrière et nous servons la classe ouvrière. C'est pourquoi notre tâche est grande. Toute autre attitude reflète l'élitisme, la recherche d'un privilège, la perte de la conscience de classe et l'adoption d'idées bourgeoises.

Comme nous nous désinfectons en entant dans la salle d'opération, nous devons nous débarrasser des idées incorrectes et des complexes qui pourraient contaminer notre hôpital.

De même que nous mettons nos masques et nos blouses, nous devons toujours être armés de notre unité et de notre conscience de classe pour servir le peuple dans la révolution.



lutte du peuple d'Afrique du Sud. Nous les soutiendrons. Voilà notre politique».

Zimbabwe se ferait sans ce concours.

Cette politique a conduit le Mozambique à fermer totalement sa frontière avec la Rhodésie, apportant ainsi un encouragement de première importance au peuple de Zimbabwe : depuis la fermeture de la frontière, le régime raciste de Ian Smith est plus isolé que jamais. Cette initiative a correspondu à une importante progression de la lutte armée à l'intérieur du territoire. Celle-ci a conduit les pays africains voisins à renforcer le soutien à la lutte armée. Le Mozambique a favorisé ce courant en encourageant des réunions entre la Zambie, le Botswana, la Tanzanie et les mouvements de libération afin que se crée un véritable front commun des pays d'Afrique australe contre les régimes racistes

Ainsi, la libération du Mozambique se combine à l'essor de la lutte de libération dans les derniers bastions impérialistes en Afrique Australe. Le Mozambique lui fournit une aide importante, en encourageant la constitution d'une unité de lutte des pays africains. Le Mozambique d'aujourd'hui est l'éveil d'un grand espoir pour l'Afrique : la fin des régimes racistes.

C'est un grand espoir pour nous également : l'Afrique indépendante après la destruction des régimes racistes, accroîtrait encore les difficultés de notre impérialisme collaborateur des pays racistes et réduirait encore les possibilités d'hégémonie mondiale des deux super-puissances.

PHOTOGRAPHIE

COMMENT EST CONÇUE UNE PELLICULE PHOTOGRAPHIQUE ?

Pour comprendre comment est conçue une pellicule photographique, voici un extrait tiré d'un livre de la collection Time-Life, «La lumière et la pellicule» :

«... La lumière est captée par les minuscules cristaux d'un composé chimique, le bromure d'argent (contenant généralement quelques traces d'iodure d'argent). Ces cristaux sont enrobés dans une couche de gélatine transparente obtenue à partir de débris d'os et de peaux et cette couche, ou émulsion, est apposée en une fine couche sur un mince support en plastique. Ces caractéristiques ne datent pas d'aujourd'hui, mais les pellicules actuelles enregistrent la lumière avec bien plus d'efficacité que celles d'autrefois. Durant des années, les fabricants n'ont pas réussi à comprendre pourquoi des jeux de pellicules présentant tous les mêmes caractéristiques, quant aux cristaux de bromure d'argent, se révélaient de sensibilité extrêmement variable. Apparemment, la gélatine qui enrobait les cristaux, était responsable de ce mystère. En fin de compte, il devint évident que l'aptitude de la pellicule à enregistrer la lumière dépendait avant tout, aussi curieux que cela pût paraître, du régime de l'animal dont les os et les peaux avaient servi à la fabrication de la gélatine. Par

rapport à celle des animaux nourris différemment, les peaux provenant des troupeaux pâturant dans des prés contenant de la moutarde des champs fournissaient une gélatine donnant des films particulièrement sensibles. En 1925, les recherches permirent de déterminer que l'élément majeur en provenance du régime alimentaire était une huile contenant du soufre provenant de la moutarde des champs. Par la suite, les fabricants apprirent qu'il existait bien d'autres composés chimiques qui affectaient la sensibilité des films. De nos jours, ces composés sont obtenus par synthèse et on ajoute des quantités bien déterminées à l'émulsion afin d'obtenir des pellicules d'une sensibilité uniforme».

Voici donc l'explication de la composition d'une pellicule. Le premier facteur qui intervient dans la sensibilité d'une pellicule, c'est la composition chimique de sa gélatine. Le deuxième facteur qui intervient dans cette sensibilité, c'est la dimension des cristaux de bromure d'argent : plus les cristaux sont grands, plus la pellicule est sensible, et inversement. Avoir une pellicule d'une haute sensibilité est certes un avantage important, mais le fait d'avoir de grands cristaux de bromure d'argent comporte un inconvénient impor-

tant : plus les cristaux sont grands, plus ils apparaissent sur la photo et ils enlèvent de la netteté aux contours du sujet. Il existe dans le commerce un choix de pellicules : celles dites «lentes» qui ne sont pas très sensibles à la lumière mais qui offrent une netteté et une finesse des grains appréciables ; celles dites «rapides» qui sont sensibles à la lumière faible mais dont la granulation apparaît fortement et enlève de la netteté ; celles

dites «moyennes» qui offrent un compromis (pas toujours réussi) entre les deux autres.

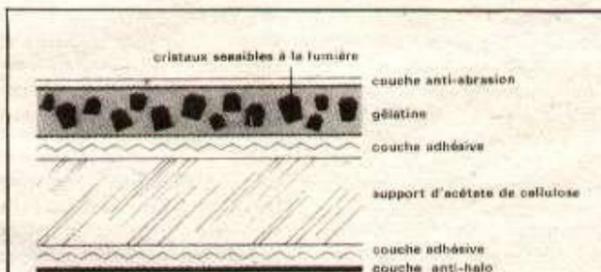
COMMENT CHOISIR UNE PELLICULE EN FONCTION DU SUJET À PHOTOGRAPHER ?

On définit une pellicule par sa sensibilité. Cette sensibilité est évaluée suivant l'échelle ASA (American Standards Association), éventuellement suivant l'échelle DIN (Allemagne),

qui classent les pellicules suivant la quantité de lumière nécessaire à l'obtention d'une image normale. Plus le nombre est élevé, moins la quantité de lumière doit être importante. Voici comment, dans le commerce, vous pourrez choisir vos pellicules : de 20 à 50 ASA, pellicule «lente» ; de 100 à 200 ASA, pellicule «moyenne» ; de 400 à 1600 ASA, pellicule «rapide».

Si vous devez photographier un sujet ensoleillé ou bien éclairé, statique ou se déplaçant lentement, vous pourrez prendre une pellicule lente ou moyenne, entre 20 et 50 ASA ou entre 100 et 200 ASA. Par exemple : un paysage, un portrait, une scène de rue, etc... Si vous devez photographier dans une faible lumière, ou si vous voulez utiliser une très grande vitesse, vous prenez une pellicule rapide. Nous avons déjà vu les exemples de manifestations, de photo dans des ateliers, etc...

D'une manière générale, il ne faut pas utiliser plus de deux types de pellicules, une lente ou moyenne, et une rapide. Il ne faut pas prendre un sac de pellicules de sensibilité et de marque toutes différentes. Pour connaître bien un certain type de pellicule, il ne faut pas changer de marque sans arrêt.



Une pellicule noir et blanc a généralement une épaisseur de 0,125 mm, mais elle n'en comporte pas moins une série de couches superposées qui, comme on le voit sur le schéma ci-dessus, ont chacune un rôle déterminé. La couche supérieure protège contre toute éraflure la couche d'émulsion. La couche d'émulsion - cette région capitale où se forme l'image - comporte environ 60 % de gélatine et 40 % de cristaux sensibles à la lumière. Sous cette couche d'émulsion, on trouve une couche formée d'une substance adhésive qui la lie à la couche suivante. La couche la plus épaisse, le support de la pellicule, est faite de matière plastique souple. Ce support est lié par une nouvelle couche adhésive à une couche anti-halo, formant le dos de la pellicule et qui interdit le passage à la lumière réfléchie, réflexion qui engendrerait des halos autour des zones les plus lumineuses de l'image.

PROGRAMME TÉLÉ

VENDREDI 25 JUIN

TF1

- 18 h 50 - Pour les jeunes
- 18 h 30 - A la bonne heure
- 19 h 50 - Château Espérance
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - 1 mn pour les femmes
- 19 h 45 - Tour de France
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Ami, ami
- 22 h 35 - Ballet
- 23 h 15 - Journal et fin

A2

- 18 h 15 - Le palmarès des enfants
- 18 h 30 - TV service
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Tour de France
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Le chirurgien de Saint-Chad. Film
- 21 h 45 - Apostrophes
- 22 h 50 - Journal
- 23 h 00 - Ciné-club Loulou. Film

FR3

- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 50 - Programmes régionaux
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Au fil du Rhône
- 20 h 30 - Vendredi
- 21 h 30 - América
- 22 h 20 - Journal et fin
- 22 h 35 - Emission
- 22 h 35 - Emission alsacienne

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÔIC

aux Éditions P.J. OSWALD

Résumé : le métayer Fanch Paokamm raconte à Youenn Hebken l'histoire du clocher de l'église Saint Jacques. Sous le règne de Louis XIV, les paysans de Lambour possédaient leurs terres. Les nobles étaient partis à la ville. Un jour, les nobles reviennent pour prouver leurs droits héréditaires sur les terres, il leur faut des papiers timbrés...

— Donc, les nobles arrivent avec les notaires de Kemper et le papier timbré. Et ils disent : voilà, Monsieur le notaire, Lande Vallée est à moi, Brengall pareil, Troliguer, et tout ça jusqu'à l'île Chevalier. Je suis propriétaire.

Le notaire, pour la forme, il dit : «Faut la preuve monseigneur. Et la marque sur le papier timbré. Et après, personne ne pourra plus dire le contraire.»

Le noble il se gratte la tête, embêté, parce que son arrière grand-père, il avait perdu le papier sur lequel c'était écrit que c'était à lui. A l'époque, le papier était en un seul exemplaire, appelé minute, comme un brouillon. Et pas de timbre.

Pas de preuve, donc la terre n'est pas à lui, mais au paysan qui cultive dessus depuis trois ou quatre générations sans donner de fermage à personne.

- J'ai une idée, dit alors le noble. Venez voir, notaire.

Et il lui montre l'église de Lambour. Et les deux compères d'inspecter les armoiries et écussons peints sur les vitraux.

- Voilà ceux des anciens ducs de Bretagne, dit le noble. Oui, dit le notaire ; et il note. Voilà

ceux des seigneurs de Richelieu, barons du Pont, dans la maitresse vitre, dit encore le noble. Oui, dit encore le notaire, et il renote. Et voici enfin les miennes, l'arrière-fief de Lescoulouarn. Oui, dit le notaire, et il note, souligne et appose signature et timbre.

Allons dans la sacristie regarder les archives, continue le noble. Et, au passage, il montre la pierre tombale de son arrière grand-père, juste dans le chœur.

Dans la sacristie, il demande le coffre aux archives. Le vicaire donne la clé, bien forcé. Ils ouvrent, le noble et le notaire, et ils compulsent les écrits. Il y a là des liasses de titres en vélin. Dans le temps, Youenn, les nobles donnaient aux églises des terres et de l'argent au moment de mourir, pour avoir une petite chance de passer au large de l'Enfer.

Et voilà, s'écrie le noble triomphant, c'est mon arrière grand-père qui a donné telle terre à l'église de Lambour, et telle autre, et voilà les lettres patentes de la donation.

- Oui, dit encore le notaire, qui ajoute la preuve dans son cabas.

- Tout ça est à moi ! s'écrie le noble. Tout ça. Et le notaire l'inscrit sur son papier timbré.

Et le noble paye le timbre et le notaire. Grassement, car ils ont fait du bon travail. Le roi aura sa part, puisque c'est sa justice et sa police qui vont garantir tout ça.

Alors, mon Youenn, tu imagines, les jours suivants, la police du roi qui vient dire aux paysans : maintenant, il va falloir payer le loyer des terres.

Les paysans disent :

- Jamais de la vie. C'est à moi, et mon père aussi, et mon grand-père, et mon arrière grand-père.

«Montre tes droits». Ils n'avaient pas de titres à montrer. «Regarde le timbre du roi».

Contre la nouvelle loi, ils ne pouvaient rien. Mais ça ne leur sembla pas juste. Et, quand un homme a la justice contre lui parce qu'il est le plus faible, il a le droit de contester la justice.

On leur avait fait le même coup aux paysans de la Baronnie du Pont. (1) Ils se sont réunis, à quatorze paroisses, et ils ont envoyé des délégués à la chapelle de Tréminou, pour faire une pétition.

Sinon ils se mettent en insurrection.

Pas de réponse. Au même moment, la moitié de la Bretagne se révolte. Alors, pendant une année entière, les Bigoudens vont faire la loi chez eux.

Tiens, même le château, ils vont y mettre le feu.

Et, ici, à Lambour, ils vont briser les vitraux, marteler les inscriptions des tombes, brûler les donations pieuses.

Une année de folie.

Le roi a quand même eu le dernier mot. Alors pour les punir, il a coupé le clocher.

Youenn écouta et retint. Ce fut son premier cours d'histoire. Le même jour, l'instituteur Hamon apprenait aux petits des bourgeois de Pont l'Abbé, comment leurs ancêtres les Gaulois furent soumis par Jules César, qui leur apporta la civilisation, l'ordre, et la prospérité.

(1) Révolte des Bonnets Rouges en Bretagne (1675)



IL Y A QUARANTE ANS

LE FRONT POPULAIRE

LE PCF ET LE FRONT POPULAIRE

CONTRE LES PEUPLES DE L'EMPIRE COLONIAL

Dès l'été 1936, le PCF lançait le mot d'ordre du «Front français» à son Congrès de Villeurbanne. «Le gouvernement issu du Front populaire ne saurait être seulement le gouvernement des seuls artisans du Front populaire. Encore moins pourrait-il être le gouvernement d'un seul parti ou de plusieurs partis. Le gouvernement est le gouvernement de la France». Le Front français de Thorez «pour le respect des lois, la défense de l'économie nationale, la liberté et l'indépendance de

notre pays» partait de l'idée selon laquelle il fallait unir tout ce qui pouvait être uni face au péril fasciste mondial montant. Cette juste idée impliquait pour organiser la défense nationale face à la menace hitlérienne, des alliances tactiques avec la bourgeoisie au sein de laquelle, à côté des larges secteurs qui proclamaient : «Plutôt Hitler que le Front populaire», d'autres réclamaient les moyens d'une véritable défense nationale, tel De Gaulle rompant avec Pétain pour exiger un effort d'armement

lourd et d'artillerie, ainsi qu'une refonte de la stratégie militaire française.

Mais le problème réside en cela que les alliances passées avec la bourgeoisie l'aient été aux dépens des intérêts généraux du prolétariat. Un des faits les plus significatifs de l'opportunisme du PCF fut la caution qu'il apporta à la politique coloniale du Front populaire, une politique d'oppression des peuples coloniaux, alliés privilégiés du prolétariat de France.

Territoires Français d'Océanie, là où, peu de temps auparavant, il réclamait l'indépendance immédiate. On voit se profiler là un argument que le PCF mettra en avant en de multiples circonstances «il ne faut pas sacrifier le tout à la partie», «la partie» étant la lutte d'émancipation des peuples colonisés par la France, «le tout» étant la politique du PCF sur le plan intérieur.

La crise économique et le mouvement de masse de juin 36 avaient eu, dans les colonies, de profonds échos et les masses colonisées s'étaient durement heurtées à l'appareil d'Etat colonial, particulièrement en Afrique du Nord où dix-sept mineurs étaient assassinés à Metlaoui dans le Sud tunisien. La montée des mouvements nationalistes petits-bourgeois et populaires était dénoncée par le PC : «Des mesures sévères doivent être prises contre ces menées criminelles qui réjouissent les hitlériens et sont de nature à affaiblir la position de la France dans le monde». On reconnaît déjà là, la position que le PCF adoptera en 1945 avec sa dénonciation des revendications du peuple algérien pour avoir plus de droits, comme étant le fait de fascistes hitlériens. Et il appellera alors de ses vœux la répression qui aboutira aux massacres de masse à Sétif, perpétrés par les colonialistes français.

En janvier 1937, le PC approuvait la dissolution

En 1935, Dimitrov, secrétaire général de l'Internationale Communiste, indiquait : «chaque pas fait dans la voie de l'unité d'action, visant au soutien des luttes émancipatrices des peuples coloniaux par

impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées...»

françaises d'occupation contre l'impérialisme français.

En 1936, au nom de la nécessaire unité contre le fascisme, le PCF abandonne toute critique de l'impérialisme français.

MANIFESTATION DE FRONT POPULAIRE A TUNIS



A Tunis, dimanche dernier, arabes, européens et juifs, unis fraternellement, ont acclamé, dans une puissante manifestation, le Front Populaire. On voit sur notre cliché, la tête du cortège

L'Habana, 18 juin

Le mouvement de masse de juin 36 avait dans les colonies de profonds échos.

le prolétariat des métropoles impérialistes, signifie la transformation des colonies et semi-colonies en une des principales réserves du prolétariat mondial. C'est très exactement le contraire que soutiendra le PCF.

LE PCF RENIE SA LUTTE PASSÉE CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

En adhérant à la II^e Internationale Communiste, en 1920, le PCF affirmait son accord avec les vingt et une conditions d'adhésion pour les nouveaux partis communistes, la huitième affirmant la nécessité «de soutenir, non en paroles, mais en faits, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des

Le 10 septembre 1924, Pierre Semard, secrétaire du PCF, envoie un télégramme de félicitations à Abd-el-Krim alors en lutte, dans le Rif marocain, contre les troupes de Pétain et de Franco. Le PCF organise diverses manifestations contre la guerre du Rif, et de soutien au peuple marocain. La position internationaliste du PCF ne s'affirme pas seulement pour l'empire colonial, mais aussi en 1923, lors de l'occupation de la Ruhr. Là, le PCF lance une vaste offensive contre le caractère impérialiste de l'armée française. Et il tient un meeting à la Grange-aux-Belles, après que des ouvriers allemands y aient été abattus par des officiers français. Les JC mènent une active propagande parmi les troupes

LES PEUPLES COLONISÉS TRAITÉS COMME DES CRIMINELS

Le PCF dénonce tout mouvement d'indépendance dans les colonies, comme étant une menace risquant d'affaiblir, face au fascisme, la France sur ses arrières. Trahissant ses devoirs les plus élémentaires d'internationalisme prolétarien, le PCF, qui ne juge même pas utile de protester contre l'absence de changement dans l'administration coloniale, se contente dès la signature du Programme de Front Populaire, de réclamer «une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et sociale dans les

«14 JUILLET»

UN CHANT DE L'ÉPOQUE DU FRONT POPULAIRE OÙ L'ON ÉVOQUAIT LA SOLIDARITÉ DES PEUPLES

Longtemps nous avons cru avoir la République
A l'école, on nous le disait
Et nous dansions de faciles musiques
Les jours de Quatorze Juillet
Mais les puissants de l'or ont juré de reprendre
Même nos pauvres libertés
Ils veulent nous mener, nous massacrer, nous vendre
Sans avoir à nous consulter.

REFRAIN

Leur Bastille est partout ! Alerte !
Du monde entier ils font une prison.
Leur cruauté fera leur perte.
Nous sommes des millions.
Contre eux formons un front !
Unis, nous les vaincrons !
Après, nous danserons !

II

Partout ils font brûler les blés que leurs esclaves
Ont produit trop beaux et trop lourds,
Le Monde a faim. Le tyran qui se gave
Comme son coffre reste sourd.
Bien plus cruel que lui, son système a pour règle
De prélever partout son dû
Si tu n'as pas d'argent, peuple affamé, fais maigre
Près des feux de froment perdu !

III

La guerre est leur moyen d'éteindre les révoltes.
«Tu veux du pain, peuple imprudent !
Au lieu de pain, prends cette ample récolte
D'obus et de gaz asphyxiants !»
Peuples unis, debout contre fascisme et guerre !
Reconquérons nos libertés !
Faisons que désormais il n'y ait plus de guerres
Pour les marchands et les banquiers !

Paroles de Jean LANÇOIS
Musique de Paul ARMA

Le gouvernement de Front populaire ayant provoqué les troubles déchirants les coups de fusil GRAVES INCIDENTS DE GREVE EN ALGERIE PLUSIEURS BLESSES GRAVES

La lutte des travailleurs algériens dénoncée par l'Action Française le 26 juin 36. Par leur attitude, les partis du Front Populaire n'avaient rien à lui envier ...

du mouvement algérien l'Étoile Nord Africaine, avec lequel, des années durant, il avait combattu pour l'indépendance immédiate de l'Algérie. Qui plus est, il applaudissait les Résidents Généraux du Maroc et d'Algérie «qui se sont attiré de la sympathie

en autorisant la publication de quatre journaux en langue arabe». Finalement, Thorez, au IX^e Congrès du PC, en décembre 1937, après avoir dénoncé «ceux qui voudraient voir se dresser aujourd'hui même les peuples coloniaux dans

une lutte violente contre la démocratie française sous le prétexte d'indépendance» exigeait des peuples coloniaux qu'ils restent dans la République Française pour remplir «la mission de la France du Front Populaire à travers le monde».